

CHAPITRE 5

Dialectique des rapports entre peuple et état
dans deux écrits de Laâbi

Le texte *Le Règne de barbarie* est dominé par des trames de signifiants rattachés à l'axe du regard. Dans ce cas, le langage se place à la périphérie plutôt qu'au centre de la notion de résistance à la contrainte étatique placée sur l'expression. C'est à travers ce langage que le lecteur arrive progressivement à voir en quoi consiste la persistance de l'immobilité de la société marocaine prise en réflexion sur son sort. On est invité à prendre connaissance d'un état d'attente prolongé représenté dans le texte par le regard du peuple sur la participation de ses représentants à la direction politique. Le caractère observateur de la prise de position du peuple est suggéré en particulier par le traitement du substantif 'oeil'. Celui-ci est repris en plusieurs trames et sous-tend l'invariant ou thème de l'attente du peuple antérieur à la conjonction de la parole et de l'acte révolutionnaire représentée dans le deuxième axe du langage, celui de la parole d'attaque. L'écart entre l'action engagée proprement dite et l'observation des premiers pas vers une participation à la vie institutionnelle apparaît dans l'évolution des diverses manifestations du signifiant 'oeil' dans le langage de telle sorte que l'on peut désigner le parcours occupé par les trames liées à celui-là comme la représentation d'un glissement vers l'action restée inatteignable. Il s'agit d'une préface de la dénonciation acharnée et 'sauvage'¹ de la surveillance du régime en place, d'une manifestation d'insoumission constante envers celui-ci. On verra que l'acheminement permanent du peuple vers l'action révolutionnaire tel qu'il est représenté dans le langage est aussi à la source de la remise en cause de l'étape d'observation. Autrement dit, le langage devient une constatation de l'insuffisance d'une politique composée de regards qui sont à la fois source d'illumination et de désespoir. On voudrait maintenant décrire l'extension et l'élaboration des trames du langage du regard auxquelles le mot-noyau 'oeil' renvoie.

Dans une première série de trames ce mot, centre de la représentation du regard reprobateur du peuple sur les lacunes de la gestion étatique, sert de base à l'éloge des forces révolutionnaires du pays. Il s'agit d'une constatation de l'efficacité croissante de la résistance de celles-ci placées à l'intérieur du pouvoir. Le réveil du peuple assommé par 'un entrechoc de siècles'² c'est-à-dire par l'écroulement de son équilibre social sous le poids de manifestations productrices de la surenchère de la contrainte exercée sur l'expression de l'identité marocaine depuis le Moyen-Age, s'annonce et s'orchestre par rapport à l'acuité de son observation de la lutte populaire contre la parole étatique du sultan. On attend le retour d'un système d'état qui soit 'à la dimension du desert.'³ Sorti d'un état de somnolence, lassé de son immobilité, le peuple se taille un champ de vue qui délimite et qui mesure les dommages infligés à son pays. Le peuple possède un 'oeil terrifiant/précis/comme un sablier'⁴. Dès lors l'histoire s'élabore de plus en plus par rapport à la vision populaire qui se forme en poignard pour abattre la 'violence obscène/sinistre'⁵ émanant des citadelles policières protégeant le régime.

Le glissement de l'observation vers l'action se suggère dans la strophe suivante, l'oeil constituant l'amorce d'une riposte au pouvoir transformée en parole:

'dis alors ce qu'un poignard peut suggérer	
entre l'oeil et la plaie	
raconte ce sang	
qui s'évapore dans ton haleine	
tu montes la garde	glissement de l'état
ta torche	de l'observation vers
c'est le mot	une énonciation de la
qui explose dans tes artères	parole d'attaque.
éclate aux carrefours	
aux puits	

AUX SOURCES

ainsi polluer

la vie stérilisée du monde'⁶

Le régime en marche du peuple procède donc à la transformation du regard en parole. Si ce processus ne se maintient pas, l'amenuisement de la volonté populaire étant représenté par l'épuisement de l'oeil qui reste insuffisamment étayé et soulagé par des changements dans l'environnement politique resté encore immuable devant la pénétration du regard, ce développement successif est retardé dans le texte par le renforcement continu du mot-noyau qui se retrouve inscrit dans une description du début confiant de l'offensive dirigée contre l'état. Ce dressement peu hésitant du peuple observateur se lit dans le vers suivant. L'essentiel c'est que l'on annonce son regimbement en convertissant le pouvoir en cible qui doit subir la propre critique du peuple: 'je ne vois que des assassins.../ quelque chose en moi se réveille/..je commence par nier.'⁷

Le peuple, en reconnaissant que de l'oeil dépend les premiers pas vers l'écrasement du pouvoir, voit que la transformation en cours exclut toute référence au fatalisme. Ceci devient évident dans une trame qui montre la reprise de l'œil observateur associée à la mainmise du peuple sur sa richesse religio-culturelle restée méconnue et écartée de la vie nationale, cette reprise se faisant aux dépens des dirigeants érigés en représentants de la volonté islamique. Alors que les mythologies sacrées étaient mises au service du pouvoir pour protéger ses intérêts et souvent par là capables d'anéantir la logique ou dialectique révolutionnaire au cas où le peuple se sentait amené à l'accepter, elles commencent à revenir au premier plan de la conscientisation. L'opposition entre l'observation aiguë et le recueillement inefficace du peuple sous la doctrine d'obéissance aveugle à l'état qui se proclame la réalisation matérielle de l'esprit islamique, se dessine

de la façon suivante: 'l'oeil de dieux hilares/ garde dinosaurienne de cryptographes.../ ailleurs/ mêmes dieux... les dieux fous du siècle quatorze/ et du rapt/ nommément le soulèvement des dieux/ dans les artères des concentrations humaines... deux milliards d'hommes-autruches/..... il ne s'agit pas de fatalismes.' ⁸

Le peuple doit s'armer en unité rebelle à tout mot d'ordre du régime, ne doit pas se laisser leurrer par le mythe de l'appui divin du pouvoir. Laâbi parle de ce mythe comme création 'erronée' auquel les yeux du peuple ont toujours du mal à se soustraire. Il faut refouler, pour anéantir cette tendance, devenue instinctive, tout rattachement à l'autorité traditionnelle en ne doutant pas de ses propres capacités de résistance en tant que observateur redressé virilement devant le pouvoir. Laâbi l'exprime ainsi: 'nous avons des yeux ou pas/... je me dois d'avertir frapper fort et juste/ infailliblement mettre/ l'envers/à l'endroit' ⁹ L'abrutissement du peuple s'efface devant la certitude grandissante de savoir que le pouvoir ne peut pas empêcher le peuple de tirer des conclusions de ce que son oeil relève. Le peuple au cours de la mise en cause de l'état est épargné autant que son regard se maintient et prépare le terrain pour le défi outré de la parole, qui, se formant en cri, se lance à la poursuite des témoignages de l'oeil. Celui-ci rend progressivement impuissante toute directive officielle à laquelle l'on se serait normalement soumis. Le peuple ne recule pas devant la possibilité d'avancer, protégé par 'l'oeil de talisman' pour constater 'le scandale de l'anonymat/ de l'enterrement de l'oppression de toute une/race' ¹⁰. Guidé ainsi par ses observations le peuple reste provisoirement inatteignable face à un pouvoir engourdi par la perte d'efficacité de ses définitions d'identité. Le processus par lequel l'observation devient la clef de toute mobilisation se décrit ainsi:

'la prunelle à l'assise du monde
veille son épilepsie

elle délire le langage interdit' ¹¹

La représentation dans le langage de l'écroulement des prétendus préceptes islamiques étatiques devant la vision et la prise de parole du peuple qualifié d'infidèle se poursuit en tournant constamment autour du conflit continu entre le soutien de l'observation de la mainmise des représentants du peuple sur la vie institutionnelle (ainsi que son prolongement dans le cri) et la lenteur de tout changement social. L'abandon du soi à l'observation, tout en restant une 'aventure de l'esprit',¹² conduisant à l'examen fouillé de l'autorité d'état et à un rejet frénétique de celle-ci, se précise inlassablement étant classifié par les dirigeants d'errements dans l'expérimentation philosophique. Ceci s'explique surtout parce que la nouvelle énonciation idéologique est moins assimilable à la politique étatique qu'autrefois, consistant surtout en perceptions anti-fatalistes. La poursuite de l'observation qui procède à contre-fil par rapport à la cadence monotone des mots d'ordre des dirigeants qui 'ont tout dit tout raconté tout démontré',¹³ constitue une course contre la pression de toute évaluation officielle de l'acte révolutionnaire. La façon dont la vision se cherche la possibilité d'un envol dans la parole mais retient la définition qui lui est assigné par l'état est évidente dans les vers suivants, les variantes 'pervers' et 'à rebours' rappelant la lutte inachevée contre la conception de l'ordre établie en ce qui concerne la revendication du droit de démytholiser le passé: 'j'ai clamé tes yeux devenus pervers/ j'ai retracé tes cycles à rebours',¹⁴ Confronté à la mauvaise compréhension du pouvoir l'observation doit se concevoir à la longue comme source de déviationisme total: 'je vois je vois l'anarchie de la création' ¹⁵. Au comble de l'affrontement entre peuple et état la vision doit, pour être efficace, c'est-à-dire pour pouvoir se maintenir, servir d'étincelle à la mise en acte de la voix et laisser entrevoir la supériorité de la volonté populaire sur le dirigisme. Cette progression se découvre dans les trames suivantes: 'l'oeil se détache...mon ciel chavire/... il est temps de dire/pourquoi je dégueule ce monde',¹⁶ La parole qui est émise est celle d'un peuple qui se sait engagé dans une

aventure hasardeuse. Ceci est souligné souvent dans le texte par l'usage du temps futur comme dans le vers suivant, 'l'homme parlera/son règne arrivera',¹⁷ qui nous ramène à la notion de la puissance limitée de l'observation.

Le processus d'observation, tout en s'associant à une prise de confiance, reste inachevé parce qu'il s'accompagne plus d'une dissociation entre parole et action que d'une rencontre constante entre celles-ci. D'autres trames tissées autour du signifiant 'oeil' servent à démontrer la limitation de l'étape observatrice. La divergence entre la réalité voulue et la résistance étatique au sultan qu'elle suscite est suggérée dans cette suite de vers: '196 27 mai 15h à Rabat/je pressens tous les séismes venir/.. quelques poètes ne diront jamais assez/il faut que leurs voix soient le plus monstrueux tambour qui puisse exister',¹⁸. Tout en voulant un 'sang juste',¹⁹ on se berce trop des 'romances lacrymogènes'.²⁰ C'est à cause de la frustration associée à l'ébauche d'un dialogue d'affrontement que l'on doit désigner l'observation comme un prélude à la dénonciation, au discours de provocation pure. Le langage associé à cette deuxième série de trames de l'axe du regard souligne que la participation aux efforts de résistance aux forces politiques n'entraîne souvent que la reconnaissance du statut à accorder à la violence dans toute future politique nationale. Cette évolution qui renvoie à l'épuisement du peuple plutôt qu'au témoignage d'un recul devant la politique de musèlement des dirigeants qui organisent une surveillance constante du pays, fait qu'il y a, comme on le verra dans la section suivante, toujours une tentative de reprise de vigueur du peuple qui cherche à vaincre l'inefficacité de son observation.

Il n'en reste pas moins que la mise hors-service provisoire du processus d'observation est marquée en partie par la reconversion de l'être regardant en cible du mécanisme de surveillance. Toute capacité pour l'observation est progressivement anéantie par le fait de se savoir et de se sentir surveillé constamment. La désagrégation de toute résistance du peuple est

résumée dans la trame suivante:

'... ce corbeau qui me veille
ma face brûle
comme une coriandre sèche
ma face qui ne me ressemble plus
ma face
t
o
m
b
e
grappe de fourmis et de crachats
ma face crie,²¹

Notons en particulier que la présentation du verbe 'tomber' renforce la notion de la transformation du peuple en cible. L'envol de la parole révolutionnaire est coupé court; les variantes 'fourmis' et 'crachats' servent à réaffirmer l'attitude d'un être abattu par son environnement.

Dès lors, l'oeil devient l'instrument d'une recherche de compensations des peines infligées pendant que le peuple redevient porte-faix et bon-à-tout-faire de l'état marocain. L'impatience de la parole révolutionnaire à reprendre son envol est subordonnée à la nécessité de reconnaître la permanence de soucis nés d'un oeil épuisé pour avoir été trop témoin du massacre du peuple. La consolidation d'un mur protecteur de pensées qui illuminent l'oeil intérieur de l'être s'exprime dans la trame qui suit :

'galope galope
mon oeil et ma nuit
compose ma litanie de Kaâba saoule
passe la flûte allègre
passe la pipe à tête d'or
chercheuse d'hallucinations

fume et crache

crache et retourne ton crachat

creuse ta patience,²²

Il s'agit d'un repliement sur soi qui s'impose après l'affrontement avec le pouvoir. On bat la retraite provisoirement et se distrait. On remet la préparation d'une prochaine observation et attend que les leçons tirées de l'observation précédente se forment en analyses et raisonnements qui aideront à amoindrir la rechute dans le désespoir. L'"atroce lucidité",²³ issue de l'oeil du peuple ne cesse pas de relever les signes de contrainte exercée sur les systèmes d'expression sur le fond de la permanence plutôt que de l'effacement de cet état. Berque l'exprime de la façon suivante: '... le désespoir peut saisir des esprits les plus lucides devant l'immensité de l'effort à fournir.'²⁴ De même que dans la première série de trames on s'aperçoit d'une progression nette entre l'observation par l'oeil du peuple et l'amorce de la contestation dans la voix, de même il y a dans cette deuxième série de trames une correspondance nette entre l'affaiblissement de l'oeil et le balbutiement progressif de la voix réduite en souffle inaudible. Cette évolution se trouve représentée dans la trame reprise en dessous:

'je n'ai pas confiance

la dissolution de l'Oeil

le partage des sens

cette atrophie m'alarme

l'impression d'un cours raté

aujourd'hui quelques-uns ... se sentant seuls

lutins seuls

et ils le seront de plus en plus

jusqu'au naufrage du souffle,²⁵

L'idée de l'usure et de l'épuisement entraînés par la confrontation avec les autorités est renforcée par le développement d'un genre d'antinomie

entre les variantes qui précèdent la trame citée. Une telle opposition de sens, suggérée par les signifiants 'soleil/solidifié', 'homme/fossile'²⁶, s'établit et sert de base à la constatation catégorique de la désagrégation de la puissance de l'observation de la vie institutionnelle du pays.

La réduction au silence du peuple se poursuit d'elle-même à mesure que celui-ci s'interdit de retourner à ce que Laâbi appelle une 'reddition'²⁷ de la parole de lutte. Tant qu'il n'y a pas d'amélioration nette des bases de la défense matérielle, il est inutile et superflu de redire ce que l'on sait déjà de l'étendue de la douleur. La parole s'énonce là où ce qui est observé présente un changement par rapport aux observations antérieures. Cette relation observation-silence s'exprime de la manière suivante:

'je revois le désert...
le désert n'a pas de voix
pas de mains
pas d'armes'²⁸

Toute redite dans l'observation concourt à la mauvaise réception des messages reçus de l'oeil. L'observation ne peut se renouveler qu'en participant aux grands changements dans l'état matériel du pays.

C'est dans le texte *Histoire des sept crucifiés de l'espoir* que cette représentation de l'étouffement du souffle révolutionnaire consécutif à la perte d'efficacité de la capacité d'observer, montre sans ambiguïté un peuple redevenu en partie le but des railleries d'une politique de surveillance. Dans ce cas l'axe du regard, traduisant la nette domination du réseau de surveillance s'articule autour du mot-noyau 'citadelle'. Après avoir vu que le langage qui se relie au signifiant 'citadelle' constitue l'achèvement de la deuxième articulation du double axe du regard, on verra que cette opposition dialectique entre les deux articulations de celui-ci se résout dans une large mesure dans le deuxième axe du langage, celui de la parole d'attaque qui renvoie au dépassement de l'étape observatrice proprement dite.

L'extension en plusieurs trames du mot-noyau 'citadelle' nous permet de mieux voir la diversité propre au déroulement de l'immobilisation politique du peuple, le mot devenant dans ses extensions porteur de l'accroissement ainsi que de la généralisation de la surveillance de la parole populaire au niveau étatique.

Relevable dans la mise au silence directe des exemples les plus outrés de la voix populaire, la surveillance de l'expression prend également la forme d'empiètements déguisés ou indirects axés sur les contacts politico-sociaux entre Marocains. C'est de ces deux genres d'interférence représentés dans *Histoire des sept crucifiés de l'espoir* qu'il sera question de parler dans les pages qui suivent. Remarquons tout d'abord que les références à la double nature de la surveillance, qui complètent la deuxième articulation de l'axe du regard, tel qu'il s'élabore dans le langage du texte *Histoire des sept crucifiés de l'espoir* s'organisent de façon à ce que la notion de l'affaiblissement du regard du peuple face au musèlement direct de son expression, s'efface devant une description du fonctionnement de la surveillance plus indirecte et généralisée.

Le signifiant 'citadelle' étant d'abord assis dans un lexique utilisé pour signaler l'étouffement direct de l'expression de celui parvenu à entrevoir l'enracinement de la pensée combattante dans la structure institutionnelle, nous relie par la suite à la thématique du recroquevillement du représentant du peuple confronté dans les prisons à la suspension de sa parole. C'est une évolution qui immobilise la conversion de l'observation en acte. Le représentant ne vit que dans sa mémoire, dans l'espoir d'y trouver conservée fidèlement la mise en acte fulgurante de la manifestation améliorée de sa volonté. Le langage, comme le montre la trame suivante, fait partie de ce tableau de l'énergie révolutionnaire devenue cathartique:

'On venait d'éteindre dans les cellules
ceux qui fumaient
allumèrent leur première cigarette de la veillée

Tous se mirent à faire le bilan
 des menaces
 des augures favorables
 à tarabuster leur mémoire
 pour lui arracher l'image fuyante
 auréolée
 de l'aimée
 de l'enfant
 de la mère
 des camarades morts ou en exil
 les souvenirs de paix et d'allégresse,²⁹

A la suite de ces premières trames qui servent à introduire le discours sur cette surveillance directe, se constitue un ensemble de références à l'extension du tarissement de l'audace révolutionnaire telle qu'elle se produit dans l'enseignement, devenu haut lieu de l'éclosion de la 'traduction',³⁰ de l'observation dans un langage d'affrontement. Partout où se manifestent les exigences d'un nombre croissant de Marocains parvenus jusqu'au seuil de la vie institutionnelle et qui veulent que l'écoute prévue de la voix populaire se réalise, la surveillance directe reprend de plus belle. La révolte d'un enseignant devenu 'traducteur' est ainsi décrite comme 'acte-lumière' et 'sang d'offrande',³¹.

La mise en relation de la surveillance directe et la portée atténuée, de l'observation, tout en se poursuivant dans une série successive de trames, dirige l'attention du lecteur en même temps sur cette décroissance de la capacité d'observer telle qu'elle se manifeste par rapport à une surveillance en voie de devenir plus indirecte et généralisée. Ces trames constituent, en effet, l'étape charnière du langage dans *Histoire des sept crucifiés de l'espoir* rattaché à l'axe du regard. La présentation du caractère 'agissant' de l'observation entretenue par de nombreux représentants du peuple, ainsi que de son refoulement direct, éléments clés de cet axe, s'efface devant l'élaboration de la thématique d'un retour à l'abus absolu mais déguisé du pouvoir. La description de ce passage vers cette métamorphose de la surveillance, s'étale sur deux séries de trames significantes particulières.

La première de celles-ci se rapporte surtout au comportement du surveillant entraîné et fidèle de l'état. Bien que sujet à un malaise croissant quant aux justifications de son allégeance au pouvoir féodal, il reste l'agent principal de toute résistance de la vie institutionnelle aux pressions exercées pour mettre fin au vieux mythe étatique qui oppose le malikisme au peuple.

Après avoir vu comment ce discours se sémantise, on abordera la deuxième série de trames, constituée elle aussi toujours à partir du signifiant 'citadelle'. C'est autour de celui-ci que prend forme l'exploration de la façon dont l'abus du pouvoir s'imprègne et se fait sentir plus indirectement et impitoyablement dans la vie du Marocain moyen amené à s'interroger sur le bien-fondé du pouvoir royal. Dans le langage se dessine la représentation de la rechute du Marocain dans un état d'égarement à la suite de contacts suivis avec l'appareil étatique. Explicite dans ces deux séries de trames consacrées d'une part à la remise en vigueur de l'autorité totalisante du sultan et d'autre part et ensuite à des conséquences de cette évolution pour l'expression de l'identité marocaine telle qu'elle se manifeste chez ceux entrés étroitement en contact avec le patrimoine étatique, hérité du colonialisme français, c'est la lenteur de toute mise en valeur d'un principe de confiance à travers une francisation élargie.

Dans la première série de trames significantes se constitue un tableau des reflexes majeurs du comportement du fonctionnaire fidèle face à l'expression organisée de regimbement populaire. A travers le lexique s'établit l'image du pouvoir paternaliste, toute extension de 'citadelle' étant porteuse de la notion du maintien de 'l'Ordre nécessaire'³². Le signifiant 'citadelle' est assis dans un lexique qui renvoie à l'emprise prétendue passive et indirecte du sultan sur les voies d'expression populaire. Celles-ci sont régies par de hauts fonctionnaires qui veillent à ce que la vie institutionnelle reste l'élément clé de l'aisance matérielle d'un nombre restreint de dirigeants.

Il s'agit d'un pouvoir qui, tout en se voulant limité, trouve le moyen de ne pas laisser la voix du peuple s'emparer de l'appareil étatique. C'est une politique qui équivaut à une simple reprise des techniques de l'ancien maghzen. Dans le contexte de ce contrôle passif de discours 'anti-islamiques', la machine étatique française invoquée pour la rédaction et la mise en pratique de mesures de surveillance, reste l'engin et le symbole de la contrainte exercée sur l'expression renaissante du peuple. Dans le tableau du fonctionnaire fidèle, Hassan D, le langage relié aux variantes 'hommes de la loi', 'besogne' et 'raison d'Etat',³³ renvoie nettement à cet aspect d'immobilité et d'étroitesse dans la vie institutionnelle au Maroc. L'application des mots d'ordre 'pénibles',³⁴ tous rédigés en français et s'accomplissant sans référence aucune au jugement du fonctionnaire, prouve que celui-ci reste asservi à l'autorité étatique devenue omnisciente. Toute cette thématique est renforcée par l'usage du signifiant 'on' qui renvoie non seulement au caractère disproportionné de l'autorité royale mais à l'impossibilité qu'il y a pour tout haut fonctionnaire d'exercer ses fonctions en se référant à un code de responsabilité précis. L'usage de majuscules accroît la teneur sémantique du langage qui s'articule autour du signifiant 'on'.³⁵

S'il est clair que le rôle du haut fonctionnaire dans son bureau témoigne de l'extension du pouvoir absolu, le langage de cette première série de trames de la surveillance indirecte, fait ressortir également que ces mêmes tendances ou signes d'une surveillance généralisée et complaisante, se reproduisent dans la vie privée du même fonctionnaire. Celle-ci devient par là l'exemple et la base d'une francisation sans rapport à la vie quotidienne marocaine, haut lieu de la contestation du pouvoir. Laâbi signale le caractère encore ambigu de l'aménagement de l'usage des mécanismes français restés en partie l'apanage d'un milieu dont la raison d'être consiste d'une part en l'obéissance aveugle et imposée aux directives du sultan et d'autre part en le maintien des codes français dans la vie privée de telle sorte qu'ils

véhiculent et complètent le choix de valeurs sociales conçues et apprises d'après le modèle des anciens colonisateurs. Le caractère de ce comportement du fonctionnaire qui étend et qui complète dans la vie privée la politique d'une francisation poursuivie en dehors du contexte de lutte révolutionnaire se trouve résumé dans la trame reproduite en dessous:

'le juge Hassan D.
 quadragénaire qui occupe depuis quelques années
 un haut poste à la Cour Suprême
 avait été retenu
 jusqu'à cette heure tardive
 par le Ministre
 "affaire urgente et grave"
 Ses traits étaient tirés
 et il eut du mal à se donner bonne contenance
 avant de franchir le seuil de sa villa du Souissi
 c'est que sa femme et lui
 avaient invité ce soir quelques amis
 pour l'après-dîner
 un petit cocktail sans façons
 entre intimes
 des collègues et leurs épouses
 un couple danois dans la coopération
 un artiste peintre et son égypte
 un professeur de gauche et opposant
 des voisins auxquels il fallait bien rendre la pareille
 une soirée décontractée
 dansera qui voudra
 et sur le coup de minuit
 on servira une légère collation
 et on se dispersera' 36

Ajoutons que même si l'équilibre voulu entre l'établissement du pouvoir dans le bureau et son extension dans le salon, noyau de la vie privée, sont parfois générateurs chez ses exécutants de l'inquiétude, à cause de son aspect tyrannique, le pouvoir établit un discours social, à travers lequel s'anéantit toute incertitude du surveillant, du moins devant l'application de ses mots d'ordre. C'est ainsi que l'on peut dire que la vie privée du fonctionnaire, là où elle sert en premier lieu de refuge aux tâches 'pénibles' propres à la surveillance, constitue une variante de la thématique de l'extension du pouvoir indirect au Maroc.

En permettant au haut fonctionnaire de se croire dédommagé de son appui et de son exécution de directives arbitraires, le pouvoir réussit

à prévenir tout rapprochement dangereux entre le fonctionnaire et le peuple. A l'intérieur des trames s'élabore un discours cathartique mettant en lumière l'anéantissement indirect de tout soulèvement interne contre les procédés du régime. Enraciné dans un lexique précis, ce discours sert avant tout à compléter la description des exutoires utilisées par le surveillant inquiet devant sa propre impuissance. Il en cherche des compensations, ce qui se réalise dans la diffusion d'idées intellectuelles qui obscurcissent la notion de l'affrontement entre le dirigeant et le peuple en faveur de celle de l'écart fondamental et permanent entre les deux systèmes d'expression majeurs, idée si chère aux colonisateurs français. Les références à la poursuite de cette existence que l'on peut qualifier de fantaisiste dans la mesure où elle ne constitue qu'un abri contre des inquiétudes propres au travail de surveillant se précisent ainsi :

'le juge Hassan D. était un homme aux idées modernistes
ouvertes sur la culture et les arts
il avait une bibliothèque aux volumes reliés
marqués à ses initiales
mais il n'y comprenait pas grand-chose
des amis français les trouvaient "superbes"
et puisqu'ils le disaient
c'est qu'ils "étaient" superbes
Il faut dire que dans tout cela
on reconnaissait l'esprit et les velléités de sa femme
de dix ans moins âgée que lui
Elle avait été pour quelque temps professeur
avait quitté l'enseignement
les élèves étaient trop "insolents et bêtes"
Cela ne l'a pas empêchée de garder
des idées avancées pour le travail de son mari
un travail qui l'irritait d'ailleurs' 37

Selon ce tableau le Maroc restera un pays qui est voué à se rendre compte des lacunes idéologiques et techniques de ses systèmes d'expression. La représentation de cette notion de la prétendue incompatibilité entre le mode de vie du haut fonctionnaire et le Maroc populaire atteint à un comble dans la mise en contraste de lexiques axés sur des signifiants 'stabilité' et 'naïf'³⁸ dans cette trame. Articulée autour des signifiants 'cinéma', 'nouvelle vague', 'tenue de route', 'l'Express' se trouve une

représentation du laisser-aller de l'être surveillant pris dans une suridentification aux valeurs véhiculées par les anciens colonisateurs. Cette série de signifiants oppose la notion clé de stabilité à celle d.'exotisme'.

Le pays se conçoit comme un lieu de divertissement pour le fonctionnaire: 'l'authenticité, la fraîcheur, la sensibilité du Naïf, "le Maroc, c'est ça"'.³⁹

En construisant cet univers signifiant Laâbi veille surtout à établir le rapport completif entre la surveillance indirecte et le délaissement privé dans une francisation révolue. L'entrecouplement des variantes de citadelle (bureau, salon) renforce l'idée des deux modes d'une obéissance aux autorités devenue perpétuelle.

Dans la vie du Marocain qui se trouve de plus en plus en contact permanent avec des mécanismes étatiques et qui y exige la prise en considération correspondante de sa volonté, le pouvoir utilise la même tactique de dédommagements. Dans ce cas ceux-ci servent à créer l'impression d'un rapprochement entre les leviers de la surveillance et la lutte pour la manifestation exhaustive des systèmes d'expression tout en lui enlevant des possibilités d'extension. C'est dans la deuxième série de trames signifiantes que l'on trouve des renvois principaux à cet aspect de la généralisation de la contrainte indirecte exercée sur l'expression.

Le peuple, bien conscient des obstacles auxquels se heurtent ses premières énonciations politiques depuis la veille de l'indépendance, se retrouve accablé et déçu par la vision du monde prônée par les systèmes français. Alors qu'elle paraît tout d'abord engendrer de l'espoir sinon des réformes, la vie institutionnelle se referme sur elle-même. Le délaissement graduel du Marocain qui se voit nier la possibilité de travailler pour la meilleure écoute des impératifs émis au sein de la communauté devenue urbaine, se précise dans le texte à travers un lexique qui renvoie au parcours institutionnel où le Marocain est amené à tenter de s'exprimer. Un tracé

du comportement résigné du colonisé s'établit; l'expérience collective d'un peuple en voie de tenter l'extension de sa mise en contact avec l'appareil étatique y est résumée.

Entrer dans ce monde, c'est aller 'à la rencontre de sa douleur'⁴⁰.
Une série de déceptions attend celui qui pénètre des couloirs du pouvoir:

'Depuis qu'il avait quitté le lycée
et qu'il était entré comme employé aux écritures
à la Banque Populaire
plus rien n'allait comme d'habitude
une douleur qu'il n'arrivait à situer
dans aucun organe
dans aucune articulation
dans aucun muscle de son corps
marchait avec lui
s'asseyait à son bureau de travail
s'allongeait sur son lit
enfiévrant son sommeil
empoisonnait ses rêves
Il finit par décider
que c'était à "l'âme" que cette douleur logeait
en sachant bien que cette localisation était illusoire
que c'était un compromis
dicté par l'impuissance
car l'âme en fin de compte
c'est quoi ça a quelle fonction
si ce n'est de consolation et de mystère
dans les mythologies de la soumission' 41

Alors que la capacité d'observation s'associe tout au départ du parcours à un bien-être retrouvé dans l'esprit populaire, ce que le regard relève de la façon dont la voix du peuple dans cette 'zone interdite de silence et d'attente'⁴² perd de sa force et de sa signification, amène à conclure plutôt à la sujétion du cri repéré au moment même de son jaillissement. L'affaiblissement avancé du regard du peuple et la généralisation de la surveillance indirecte sont mis en rapport dans le texte de la façon suivante:

'Il se retourna
et la citadelle d'exil lui apparut de nouveau
monumentale silencieuse trônant sur son promontoire
sa douleur permanente s'accentua
il ne pouvait plus maintenant quitter du regard
le catafalque ocre de la prison citadelle
il vacillait sur place
comme si un aimant siégeant là-haut
l'attirait et le repoussait en cadence

(.../-)

et brusquement
comme sous le coup d'une illumination
il saisit enfin...
C'était là-haut
oui là-haut
le centre de rayonnement de sa douleur
de ce cancer qui le tordait nuit et jour
c'était là-haut
l'épicentre de sa malédiction
Alors il se souvint du lycée
des camarades arrêtés
torturés
auxquels on rasait la tête
avant de les relâcher
de sa peur viscérale des surveillants flics
grèves manifestations
de sa peur d'échouer
de "perdre son avenir" comme on disait
il se souvint de ses aspirations
à devenir fonctionnaire
(...)

Il se mit à boire comme tout le monde
à vivre mécaniquement
le bureau le bar la maison
il a bien eu quelques velléités de tout foutre en l'air
de marquer son dégoût par un acte héroïque
détourner un avion
mettre le feu dans un quartier chic de la capitale
et aller se jeter du haut de la Tour Hassan
mais chaque fois il était pris entre les tenailles de l'hésitation
et il s'enlisait dans le marais de l'impuissance
Puis cette douleur s'est logée en lui
il était emmuré pour toujours
La citadelle d'exil le secouait de son magnétisme
lui renvoyait l'image de sa douleur
"Je suis un raté, un lâche", s'écria-t-il
et fut secoué par un long sanglot
grave et sauvage' 43

La représentation du tracé menant jusqu'au refoulement de l'énergie de la parole émergente inscrite dans cette trame signifiante où se réunissent la surveillance et la faculté limitée d'observer signifie que le pouvoir a provisoirement réussi à étouffer l'appel d'une manifestation exhaustive.

Si les forces surveillantes se vantent d'être capables de garder leur sang-froid, d'être pragmatiques devant les soulèvements des masses 'détraquées' et délaissées, si l'attitude de complaisance et d'impassibilité devant le peuple persiste, c'est largement parce que les masses ont à peine commencé à faire sentir tout le poids d'une revanche mûrie au cours des siècles.

En dernier lieu, tout contact entre le peuple et le surveillant, en prenant la forme d'un affrontement montre tout au moins la lente redéfinition des mécanismes étatiques, première articulation de l'axe du regard.

On a vu que le langage, en devenant l'arme de la parole anti-étatique, traduit la confiance accrue du peuple qui observe et qui ensuite constate un certain accroissement de la capacité de ses représentants de véhiculer ses intérêts à l'intérieur des structures étatiques. Le langage représente également les obstacles que rencontre ce peuple tant qu'il est surveillé. En s'organisant dans ces deux articulations opposées le langage rattaché à l'axe du regard renvoie à la double influence sur l'identité marocaine de l'héritage institutionnel.

C'est en découvrant le champ de signifiés constitués dans le cadre événementiel du Maroc indépendant et auxquels renvoient les trames signifiantes de cet axe que l'on pourra, au cours des pages suivantes, poursuivre l'étude du caractère de la manifestation des systèmes d'expression au Maroc.

Notes

1. Laâbi, *Le Règne de barbarie*, p. 53.
2. *ibid.*, p. 31.
3. *ibid.*, p. 22.
4. *ibid.*, p. 27.
5. *ibid.*, p. 37.
6. *ibid.*, p. 32.
7. *ibid.*, p. 51.
8. *ibid.*, p. 80.
9. *ibid.*, p. 66.
10. *ibid.*, p. 72.
11. *ibid.*, p. 67.
12. *ibid.*, p. 76.
13. *ibid.*, p. 76.
14. *ibid.*, p. 76.
15. *ibid.*, p. 87.
16. *ibid.*, pp. 77-78.
17. *ibid.*, p. 81.
18. *ibid.*, p. 69.
19. *ibid.*, p. 53.
20. *ibid.*, p. 53.
21. *ibid.*, p. 29.
22. *ibid.*, p. 38.
23. *ibid.*, p. 22.
24. Berque, *Les Arabes d'hier à demain*, p. 70.
25. Laâbi, *op.cit.*, p. 55.
26. *ibid.*, p. 55.
27. *ibid.*, p. 33.
28. *ibid.*, p. 68.
29. Laâbi, *Histoire des sept crucifiés de l'espoir*, p. 9.
30. voir *ibid.*, p. 11.
31. *ibid.*, p. 11.
32. *ibid.*, p. 15.
33. *ibid.*, p. 15.
34. *ibid.*, p. 15.
35. voir *ibid.*, p. 15.
36. *ibid.*, p. 15.
37. *ibid.*, p. 16.
38. *ibid.*, p. 16.

39. *ibid.*, p. 16.
40. *ibid.*, p. 20.
41. *ibid.*, pp. 19–20.
42. *ibid.*, p. 7.
43. *ibid.*, p. 21–22.

CHAPITRE 6

Repérage événementiel dans le parcours dialectique
(la veille de l'indépendance jusqu'en 1972)

Le double aspect de l'axe du regard qui recouvre la lente réalisation de l'ouverture du mécanisme étatique français envers le peuple parallèlement à une reprise d'une surveillance indirecte en arrière plan, trouve sa meilleure expression dans les domaines de l'enseignement et du mouvement politico-syndical. L'évolution de ceux-ci, tout en montrant une plus grande acceptation de la francisation de la vie marocaine conforme à la volonté du peuple, reste sujette aux caprices d'un appareil politique jaloux de sa domination traditionnelle de la société et convaincu que le rattachement de celle-ci à l'Islam peut empêcher tout soulèvement populaire. Pour établir le rapport de forces entre peuple et état qui préside à l'aménagement des systèmes français, on se propose d'étudier l'accomplissement de l'objectif populaire (tel qu'il a été décrit dans les textes que l'on vient d'examiner) dans ces deux domaines avant de considérer l'opposition étatique à laquelle ce processus se heurte. Cette approche se recommande dans la mesure où elle met en lumière en tout premier lieu le retour à l'état de manifestation exhaustive des systèmes d'expression au Maroc redevenu indépendant et dont le trait saillant est l'hétérogénéité linguistico-culturelle accrue des habitants. La constatation de Jacques Berque concernant l'évolution récente des sociétés maghrébines s'applique en particulier au Maroc où le brassage ethno-linguistique est plus évident qu'en Tunisie par exemple où la population berbère ne représente que 1% des habitants ou qu'en Algérie où les systèmes français sont touchés par une arabisation plus forte qu'au Maroc: "The analysis of Maghrib societies requires not a distinction between what may be Berber Arab or French but criteria that would trace with respect to the Maghrib personality, the greater or less coherence or dynamism achieved in the integration of heterogeneous characteristics and in the responses of a group to its milieu."¹

L'acheminement vers une manifestation moins lacunaire - 1950-1966.

Le Maroc, on l'a vu, tout en affirmant et en effectuant une meilleure représentation de ses traditions islamiques reconnaît vers la fin du Protectorat que le renouveau idéologique de celles-ci devait aboutir au réaménagement plutôt qu'à l'exclusion totale des systèmes français dans la société. Même si le programme d'arabisation donne lieu à l'extension de l'enseignement coranique, le Marocain, en particulier celui de la ville dont la vie surtout à partir des années 60 devient une partie intégrante de toute conscientisation de l'ensemble du pays, revendique de plus en plus une politique de bilinguisme arabe-français. Puisque cette évolution est étroitement liée à la continuation de la politique d'arabisation issue du conflit entre colonisateur français et Marocain on voudrait considérer les éléments fondamentaux de cette politique avant de voir en quoi consiste le rapprochement ultérieur entre l'héritage français et la volonté d'un plus grand nombre de Marocains. On verra que le peuple s'avère, ayant observé le déroulement de cette politique, enclin à forger un rapport avec le mécanisme français quand il n'est plus utilisé exclusivement dans le contexte de l'écrasement du patrimoine traditionnel.

A la veille de l'indépendance les institutions d'enseignement arabes connaissent encore une reprise remarquable due en partie sans doute à la persistance de la politique française de scolarisation limitée de la communauté marocaine. Mais cette évolution s'explique aussi par le fait que la défense par le Marocain des systèmes français s'organise lentement et continue à être concurrencée par une replongée dans les traditions du passé, certains dirigeants de la société étant encore convaincus que la remise en vigueur de la parole sacrée serait sinon plus facile du moins plus valable que l'extension de l'acculturation française. Les effectifs des écoles coraniques et les sacrifices qu'elles demandent aux parents prouvent l'attachement des Marocains à l'enseignement traditionnel, pour des raisons évidemment religieuses: même s'ils envoient leur enfant à l'école moderne, ils veulent

d'abord le munir de ce viatique qu'est la possession du Coran.² Il y a d'autant plus de confiance en le système d'enseignement arabe privé que l'on projette de le renover selon les directives des gens dont le jugement est respecté dans la communauté parce qu'ils semblent encourager en plus du renforcement des valeurs musulmanes la modernisation de la société. Par exemple, des commerçants, des fonctionnaires et des notables cherchent non seulement à accroître le nombre de candidats pour l'enseignement secondaire arabe en créant le baccalauréat arabe mais à introduire un plus grand contingent féminin dans les écoles et les lycées. Il s'agit donc d'une arabisation plutôt progressiste consistant à appliquer et à étendre dans un cadre arabe les principes de scolarisation établis par les colonisateurs. Toute évaluation de l'étendue de cette tendance exige cependant que l'on précise que la même de l'enseignement arabe privé soutenue par les familles aisées partisans de la politique 'nationaliste' ne réussit pas à modifier le bas niveau de la scolarisation de la classe ouvrière.

A part le réseau d'enseignement arabe privé, les institutions qui relèvent du ministre de l'éducation nationale témoignent aussi d'une plus forte islamisation à la veille de l'indépendance. Ceci est presque inévitable dans le contexte de l'arrivée aux portes des grandes villes d'un nombre toujours croissant d'immigrés ruraux, la plupart d'entre eux sachant encore très peu de français à cause de la nature limitée et hiérarchisée du contact qu'il y a eu entre la siba et les colonisateurs. Au départ, l'instruction en arabe l'emporte d'autant plus sur celle qui se fait en français qu'au second degré l'enseignement dit de type marocain se compose d'une section bilingue et une section totalement arabisée. Autant que possible l'on cherche à augmenter le nombre d'enseignants arabophones et par là à promouvoir un corps d'administrateurs arabisés prêts à redoubler les employés français. Notons que la formation de ces enseignants est souvent très rapide et la qualité de l'instruction obtenue laisse souvent à désirer.

Le futur affermissement de la langue française dans le système d'éducation dont il sera bientôt question, tient en partie au manque continu de personnel, lacune qui s'associe au nombre élevé de redoublants dans les institutions privées arabes. Si l'on relève un taux assez élevé de redoublants dans les établissements de type français il faut se rappeler que le niveau exigé est celui des institutions françaises, sensiblement supérieur à l'époque à celui qu'ont pu assurer les institutions arabes marocaines.

Malgré les limitations de la politique officielle qui classifie le français comme langue étrangère provisoire enseignée à raison de dix heures par semaine au niveau primaire, dans les instructions, l'on essaye jusqu'à la veille des années 60, d'encourager la remise en marche des systèmes arabes. Pour la plupart, le parti de l'Istiqlal soutient cet enseignement de l'arabe parce qu'il représente une certaine remise en contact de la bourgeoisie avec le peuple mais n'exclut pas une survivance surveillée du français.

De plus, au niveau, primaire, même ceux qui font leurs études dans l'enseignement public bilingue peuvent se présenter au certificat d'études primaire en arabe avant de passer au niveau secondaire. C'est largement à cette politique que l'on peut attribuer le nombre élevé d'étudiants rattachés à l'enseignement secondaire de type marocain (public et privé) en contraste avec le petit nombre d'étudiants inscrits dans les institutions de type français.

L'effort fait pour que la politique de scolarisation s'accompagne d'une manifestation plus exhaustive de l'arabe, subit de nombreux aménagements au cours des années 60, ce qui aboutit en premier lieu, surtout, au renforcement de l'enseignement marocain bilingue. Le petit peuple et, bien entendu, la classe bourgeoise, tout en affirmant leur loyauté à la parole divine sont plus prêts à avouer que le moyen le plus efficace d'amener des changements déjà indiqués et voulus depuis le *Plan de Réformes* est d'influer la structure étatique auquel le français plutôt que l'arabe donne encore

accès. Même si les fonctionnaires soutiennent l'arabe, leur formation se fait encore presque uniquement à travers le français. S'il y a lieu de croire à un renforcement de l'arabe, on ne saurait ignorer que pour les études secondaires, et surtout dans le domaine des sciences, le français est encore revendiqué. Même si l'on tient compte du fait que le manque de personnel arabe qualifié a certes pu entraîner une préférence pour le français (en 1965-66 il y a 4079 Français et 152 ressortissants de pays de langue arabe sur un total de 7557 enseignants dans l'enseignement public moderne secondaire)³ il n'en reste pas moins que tant les lycéens que leurs parents affirment de plus en plus ouvertement la nécessité qu'il y a non seulement de modifier mais d'étendre l'instruction en français. Cette opinion qui surenchérit sur la politique scolaire en vigueur vers la fin du Protectorat, trouve un écho dans les positions de Ben Barka. Selon lui, supprimer sans réfléchir les systèmes français serait le fait d'un passéisme exagéré car ils permettent, du moins dans le contexte du dirigisme post-indépendant, la baisse de l'analphabétisation et donc un plus grand accès au monde de la technicité, à laquelle le peuple est amené à faire face. 'If we are happy to see our language given the importance it deserves, we are no less eager that our children go to school... If the number of teachers capable of teaching Arabic is insufficient, we would prefer to see our children learn French rather than leaving them in the streets.'⁴ L'optique prônée par les dirigeants des premiers soulèvements nationaux qui mettent fin au Protectorat, selon laquelle la jeune population est suffisamment revenue au système de pensée arabe, se généralise à tel point qu'à partir de 1964 on entrevoit l'atténuation de la concurrence des deux langues. Dès lors, au niveau primaire, le français et l'arabe jouissent d'un nombre égal d'heures d'instruction. En s'étendant au niveau secondaire, cette politique d'égalité des deux langues s'impose d'autant plus que dès les années 60 le nombre d'étudiants qui se présentent pour les examens en français à la fin des études primaires l'emporte dans l'ensemble sur le nombre d'étudiants

accédant au secondaire avec un certificat arabe d'études primaires.

Même en tenant compte du fait que ceux qui entrent dans le secondaire à cette époque représentent le dernier contingent d'étudiants ayant fait leurs études primaires sous le Protectorat (et qui donc ne témoignent pas de tous les changements introduits dans le primaire pour y favoriser l'arabisation) il se montre que l'urbanisation accrue de la vie, tout en s'associant à l'emprise de l'enseignement de la parole divine sinon des connaissances islamiques sur les populations devenues déshéritées et sous-prolétariennes, reste mieux comprise et dirigée à travers le mécanisme étatique française qui lui donna naissance. Il en résulte l'extension de l'instruction profane ou technique réclamée par un peuple soucieux de modifier d'une façon directe les rouages politiques et économiques d'autant plus que l'arabisation de ceux-ci reste encore à l'étape de l'imitation de la procédure française. 'Farmers in the bled wanted their children to learn French. Members of the young modern urban middle class often regarded Arabic as an intimate language for private remarks and French as the language of public business and conversation.'⁵ L'activité intellectuelle et religieuse des années précédentes en se rejoignant au grand mouvement de scolarisation amorcé dès l'indépendance, assure que l'arabe détient une place non inconsiderable au secondaire, en particulier dans le domaine des études littéraires mais que le français se maintient pour faciliter l'acheminement de la société vers le maniement et la maîtrise de la technique française. La politique officielle à cet égard se résume ainsi: 'The principle of Arabisation has been loudly proclaimed by the Reform Commission... It may however appear desirable to apply it only with prudence and only to the extent that the adoption of Arabic as a vehicular language does not lower the level of teaching... A serious investigation of this matter is necessary.'⁶ Bien entendu, l'emprise de la bourgeoisie minoritaire et francisée dans ce domaine continue mais l'enseignement, voué à une scolarisation du moins au primaire qui dépasse 70% aux années 60, entraîne inévitablement la présence

accrue des masses dans les mécanismes étatiques divers. Ceci, on le verra, permet au peuple de mettre un terme à son repliement et de promouvoir une plus grande confiance en lui-même sur le plan syndical. Tout au moins peut-on affirmer que le Marocain peut mieux observer et comprendre l'action de ses représentants dans la vie institutionnelle.

La prise en considération des intérêts populaires au niveau de l'enseignement francophone, tout en rendant compte de l'attitude d'un peuple désireux, après avoir vu l'Islam retrouver une certaine souplesse, de profiter d'une évolution semblable à la francisation, renvoie aussi à la politique de concessions accordées aux nationalistes par les derniers colonisateurs anxieux de ne pas lâcher les rênes du pouvoir. Il s'agit en effet du prolongement du programme d'éducation professionnelle pour l'étudiant marocain et qui, lors de son élaboration à partir des années 50, entame, du moins au niveau primaire, les gains remportés par l'enseignement arabe privé ainsi que ceux de l'enseignement 'européen'. On se rappelle qu'en 1945 se crée le Service de l'enseignement technique chargé de coordonner les cours d'instruction dans les diverses écoles d'apprentissage telle la Ferme Blanche à Casablanca. La politique de telles organisations fait que le nombre de certificats d'apprentissage augmente. Il s'en suit qu'à côté de l'accès accru des étudiants marocains aux établissements secondaires et ensuite aux emplois de bureau ou aux études supérieures, l'enseignement technique se développe dans le contexte des premiers gouvernements après l'indépendance voués au raffermissement de la participation indigène au système économique. A cette époque ils espèrent pouvoir remplacer peu à peu les colons dans les domaines du travail industriel sinon dans celui de la gestion proprement dite. Le marché pour les emplois urbains attire de nombreux 'immigrés' venus de la campagne qui, sous le Protectorat, sont incapables de prévoir une symbiose ou du moins un accommodement de leur héritage avec le modèle de civilisation technique. Alors que le Protectorat n'encourage guère les étudiants à achever leurs études techniques (en 1952 il y a 25% d'étudiants de la première année qui

abandonnent dans ce domaine) voulant, avant tout une main-d'oeuvre instruite mais maniable, en 1957 on signale un taux d'échec inférieur à celui des années précédentes. Ceci est sans doute le résultat de l'action de certains nationalistes qui, dès 1952, prévoyant une telle évolution, font pression pour qu'un bureau de placement de jeunes soit établi afin que la confiance acquise par des étudiants au cours de leurs études primaires se maintienne dans la vie professionnelle. Le plus, malgré l'étroitesse du marché de la main-d'oeuvre diplômée qui se retire après la flambée des premières années 50, et qui contribue à entraver la tâche de ce bureau, la persistance de préjugés des employeurs français à l'égard de la capacité de jeunes apprentis marocains à égaler la performance de leurs contreparties françaises s'atténue.

Une telle attitude persiste d'autant moins que tous les étudiants marocains musulmans poursuivent les mêmes études au niveau primaire et puis choisissent soit une filière technique (agricole, commerciale mécanique) soit une filière conduisant à l'obtention du baccalauréat. Ceci fait que l'enseignement technique arrive à satisfaire les exigences d'une population consciente du danger de croire à la séparation immuable entre l'Islam et la vie moderne. Comme le souligne Zartman, l'Institut pédagogique de l'éducation secondaire établi pour étudier le rapport entre l'arabe et le français après les premières années d'expérimentation idéologique 'showed growing professional awareness of the fact that quality had to be prepared not decreed... discussion of the (Institut) brought out secondary education directors' determination to resist the inroads of hasty arabisation which had entered and weakened the primary program. The (Institut) was conceived not as an instrument of Arabisation but as an institute for training in all disciplines with training, therefore, largely in French.'⁷ Cette conception de la politique de l'enseignement est certes sujette à caution dans la mesure où elle devait amener ou, du moins précipiter, sinon l'affaiblissement de la voix populaire du moins la persistance de membres de la bourgeoisie qui viennent prendre

la relève de la surveillance colonialisatrice de l'évolution du Maroc. On y reviendra au cours de l'analyse des événements qui sous-tendent la deuxième articulation de l'axe du regard. Néanmoins à cette époque les visées du pouvoir sont moins nettes en ce qui concerne l'enseignement. Tant que les fonctionnaires français sont remplacés ou doublés par des Marocains dans le contexte du maintien de l'arabe et du français, on peut parler d'évolution continue d'un état de manifestation exhaustive. Viatte, exprime ainsi l'aménagement des systèmes: A partir de 1958 il fallut 'faire machine arrière, et en particulier replacer le français à égalité avec l'arabe... Dans l'enseignement officiel l'alphabétisation se fait en arabe durant les deux premières années de l'école primaire, puis le français apparaît durant les trois années suivantes à raison de dix heures par semaine... les circonstances ont imposé un début prudent d'arabisation qui, la scolarisation s'étant généralisée, n'a compromis en rien la diffusion du français.'⁸

Le peuple se donne corps et âme à la tâche de rattraper les étapes de progrès scientifiques et techniques. Même si la grande masse ne poursuit pas des études techniques au niveau primaire, elle les apprend très souvent dans l'atelier et les perfectionne ou du moins améliore ses connaissances dans le secondaire. Une autre raison pour laquelle il y a encore des points d'accord entre les revendications du peuple et celles de la bourgeoisie est que l'institutionnalisation des apprentissages s'associe à une hausse de salaire sensible qui, pour la première fois, se rapproche de celle des emplois de bureau, le moyen par lequel traditionnellement la bourgeoisie détient le pouvoir.

Dans ce contexte, le peuple est prêt à accepter les conseils d'une administration soulignant que la formation requise pour un métier spécifique, la conversion de l'homme en dépositaire de faits dépouillés de toute magie, ne contredit pas forcément le caractère sacré rattaché à toute entreprise dans le système de pensée musulmane. Laroui souligne les points de ressemblance

entre les pensées arabe et occidentale qui se précisent à cette étape: 'La pensée arabe postule une vérité objective, saisissable par l'esprit humain. à la fois dans la nature et la société; à toutes les étapes on la voit affirmer un accord fondamental avec l'Occident sur le but assigné à l'homme dans l'histoire et sur les moyens utilisés pour l'atteindre. S'il y a désaccord, il sépare l'Islam du Christianisme, non de la civilisation moderne dont la filiation avec la religion chrétienne est fortement niée.'⁹

S'ajoutant à la marocanisation de l'administration et de l'enseignement, la participation du peuple marocain ou plus précisément d'un plus grand nombre de Marocains à l'évolution technique du pays sert tout au moins à démontrer le peu de fondement du préjugé concernant l'incapacité des Marocains à s'adapter à la technique étrangère. La maîtrise du français dans un contexte pédagogique national ajouté à l'extension du bilinguisme du côté des dirigeants, s'associent aux témoignages de compétence du peuple dans le domaine de la technique. Il s'agit non seulement de l'extension du français mais du fait que l'on pense souvent son identité en cette langue. Bien entendu le processus est d'autant plus facilité que l'arabe, enseigné dans sa forme classique à l'école, ne renvoie pas encore immédiatement au contexte social de beaucoup d'immigrés urbains dont l'identité se rattache à un parler arabe ou berbère particulier. Le français par contre, tant dans l'enseignement que dans la vie professionnelle, reste plus ou moins homogène. ~~Dés écarts vis à vis du français~~ **standard existent** comme le montre Lanly dans *Le Français d'Afrique du Nord*, mais la normalisation de la langue dans les mécanismes politiques semble plus appropriée au contexte d'usage que celle de l'arabe classique qui, plus écrit que parlé, contraste avec une gamme de formes dialectales.

Ayant démarré avec les techniciens et les techniques français, la bourgeoisie sert de fer de lance ~~de~~ **de** ~~lent retour~~ d'un principe de confiance que le peuple devait voir s'institutionnaliser à mesure que l'accès à l'outillage et à la pratique scientifique se fait autour de la notion musulmane du rejet

de toute sorte de rapport de dépendance à l'Autre. On note à ce propos qu'alors que le Coran parle de la sujétion du Chrétien au Musulman, le cas contraire n'est pas envisagé. Ceci impliquerait que l'assimilation de de systèmes étrangers ne s'accompagne pas d'une soumission devant l'étranger.

Le progrès de l'enseignement féminin à cette époque signale assez clairement la symbiose arabe-français qui est effectuée par la bourgeoisie dans le sens d'une plus grande accession du peuple aux voies d'instruction laïque.

Déjà, pendant les dernières années du Protectorat l'instruction pour filles témoigne d'une orientation fort pratique. Toutes apprennent les arts ménagers mais en plus celles qui poursuivent des études ont la possibilité de choisir entre plusieurs carrières. Autrement dit bien que le fait d'appartenir à la population active reste impensable pour certaines, un nombre croissant ne se satisfait plus de n'utiliser les techniques acquises grâce à l'école qu'au foyer. D'abord, en marge de la société, les étudiantes, après avoir obtenu une instruction primaire, trouvent dans l'administration et les entreprises privées la possibilité de remplacer des fonctionnaires subalternes français et établissent par là un réseau de débouchés qui justifient l'expansion de l'enseignement technique féminin dominé pendant très longtemps par les écoles d'infirmières. A la différence de celles-ci, l'enseignement technique se caractérise par une approche bilingue et prévoit un stage d'application des techniques et des connaissances à une activité professionnelle. Citons le cas de l'établissement de filières dans l'enseignement secondaire de type marocain pour les étudiantes voulant poursuivre une carrière administrative. Ces filières ou sections féminines conduisent à une spécialisation dans les domaines du secrétariat et de la comptabilité. Dans les cours la proportion des étrangères est assez élevée, ce qui encourage l'emploi du français comme langue commune aux gens de différentes ethnies.

L'ampleur prise par la section féminine au niveau secondaire n'est pas seulement de plus en plus considérable mais reflète la tendance des jeunes marocaines à poursuivre des études spécifiquement techniques. Bien entendu ce n'est que le premier pas vers une meilleure expression de leur volonté, dans la mesure où beaucoup d'entre elles se trouvent encore sans appui syndical. Mais l'orientation moderne et technique des étudiantes souligne le fait que le consentement à une francisation accrue et professionnelle est non seulement largement chose acquise mais que le programme d'arabisation nécessite, pour être représentatif, un réaménagement constant, les établissements arabes n'étant pas encore capables de présenter la gamme de filières techniques exigées par la population urbanisée. Le peuple observateur, on le verra dans les pages qui suivent, le fait savoir aux dirigeants avec de plus en plus de force. ~~Le comportement est~~ à la base du refus par le peuple de tout langage religieux qui reste inféodé à une conception minoritaire ou révolue de l'identité marocaine.

Il ressort de notre étude de l'évolution du système d'enseignement que le peuple est nettement favorable à toute politique qui vise d'un côté à corriger les insuffisances de la politique d'arabisation des traditionalistes musulmans et qui cherche d'un autre côté à étendre, dans sa forme modifiée, la scolarisation héritée des colonisateurs. La première de ces tâches, bien entamée, continue à soulever des débats des plus passionnés parmi ceux qui refusent de reconnaître que tout système d'expression est en évolution constante et que par conséquent la restauration de l'indépendance ne peut consister en un retour pur et simple à la personnalité marocaine d'avant la conquête française. Certains éléments du parti de l'Istiqlal, en appuyant l'optique de l'antinomie perpétuelle entre l'esprit islamique et l'emprise occidentalesur la matière devaient, comme il ressortira de l'étude de la vie syndicale et politique, perdre leur capacité représentative et se convertir en défenseurs des mécanismes de surveillance monarchique. A la longue, le

parti ne devient l'agent d'un état de manifestation exhaustive des systèmes d'expression que dans la mesure où il y a coïncidence entre ses buts et les revendications islamiques du peuple qui caractérisent le début de l'indépendance. Mais déjà dans les années 60 les jeunes Marocains récusent l'engouement islamique et se reconnaissent en partie ou exclusivement dans l'extension du bilinguisme. Cette évolution marquant l'atténuation de l'éloignement prolongé entre le patrimoine français au Maroc et le peuple, constitue un avertissement aux nationalistes traditionnels vus comme irréalistes par d'autres représentants du peuple confiants de pouvoir diriger l'influence française.

L'extension et la modification de la scolarisation, deuxième tâche de l'administration reste, elle aussi, inachevée mais on conclut à des améliorations quantitatives sinon qualitatives. Il s'agit de rattraper le retard technico-scientifique. Ajouté au fait que la scolarisation accrue des masses, qu'il s'agisse de l'éducation primaire ou moins souvent des études secondaires ou supérieures, permet un certain relèvement social et économique tel que le Marocain moyen des centres urbanisés s'y sent engagé à fond, appelé et prêt à participer à l'évolution de son pays, la bourgeoisie bénéficie d'une meilleure compréhension des valeurs véhiculées par le français et détient une place directrice dans la société une fois qu'elle convainc le peuple que la doctrine de la domination de la matière repose en fait sur l'effort de l'esprit de rendre l'environnement accessible à l'homme. Bien entendu, il y a maintes interprétations possibles de la politique bourgeoise parmi lesquelles on a noté celle qui veut l'arabe inassimiliable à la technique moderne. Il est certes vrai que la bourgeoisie en témoignant d'une compréhension quelquefois lacunaire de son propre héritage islamique est vouée à poursuivre ce qui devait devenir une politique de méconnaissance de l'esprit musulman. Si les préjugés concernant l'incapacité de l'arabe de se constituer un lexique à même de véhiculer des concepts scientifiques n'étaient pas

subordonnés à la politique qui caractérise le plus la bourgeoisie à cette étape, à savoir, la promotion d'une francisation moins sélective, on pourrait dire que déjà la classe moyenne fait entièrement partie du mécanisme de surveillance étatique.

En dernier lieu, malgré les limitations de l'évolution de l'enseignement, il est possible de la considérer comme pierre angulaire d'une représentation accrue de la volonté nationale. 'C'est à coup sûr dans le domaine de la scolarisation que le grand élan d'enthousiasme national qui suivit l'indépendance a obtenu les résultats les plus spectaculaires.'¹⁰ On verra dans la partie suivante que la mise en oeuvre des valeurs françaises n'est vraiment acquise que lorsque le Marocain franchit le seuil de l'enseignement pour mettre à l'épreuve ses connaissances et ses techniques dans le contexte de la vie politico-syndicale actuelle. Il s'agit d'une observation non seulement de l'application mais de la modification des techniques apprises.

Comme pour l'enseignement que l'on vient d'examiner il existe dans le domaine de l'activité politico-syndicale certains témoignages d'une manifestation exhaustive des systèmes d'expression en présence au Maroc ou du moins d'une concordance entre des revendications populaires et le mécanisme étatique. Si l'on est encore loin d'une absence de surveillance ou de contrainte imposée sur l'expression de l'identité marocaine, force est de constater que le peuple, est satisfait de sa propre adaptation à la vie urbaine. Ceci est d'autant plus facile que certaines organisations favorisent ouvertement la participation populaire à la gestion du pays. Adam, tout en signalant la persistance des forces de surveillance dans la société après l'indépendance, précise qu'il y a en même temps 'la profonde mutation des idées relatives à la société et à l'Etat dont le colonialisme a été ... le double artisan: par l'action de ses propres idées et l'influence de sa propre vie politique et par la réaction que sa domination a provoquée sous la forme

du nationalisme et du syndicalisme.¹¹

Notre but sera de montrer comment l'évolution des institutions politico-syndicales à partir des années 50 et jusqu'au milieu de la décennie suivante renforce l'acquisition d'un plus grand équilibre aux dépens de formes 'paternalistes de pouvoir. On s'apercevra que la solidarité de la siba et sa vigilance traditionnelle devant l'ingérance extérieure se maintiennent en modifiant les voies d'expression qui lui sont offertes par le système français d'organisation politique, ce qui confirme la symbiose arabe-française déjà en voie de prévaloir dans l'enseignement. Donc, il ne s'agit pas ~~dans~~ l'ensemble du refus ou de l'exclusion des modes d'expression traditionnels mais plutôt d'une vérification de ceux-ci dans le contexte d'une plus grande revendication des systèmes coloniaux. La parole issue de l'observation se traduit librement selon les circonstances en arabe ou en français. Le démantèlement du pouvoir féodal comme le rappelle Laâbi dépend d'une souplesse maximum d'expression née de la participation du peuple 'destitué par la nullité d'un pouvoir',¹² aux systèmes à sa disposition, processus représenté dans *Le Règne de barbarie* comme un 'choc des idiomes',¹³ dans l'esprit du peuple observateur à la veille de la prise de la parole révolutionnaire. Issu de la rencontre de plusieurs cultures, le peuple se doit de s'imprégner des systèmes d'expression qu'il veut rendre siens; 'peuple un/... marche .../défais le langage/forme le mot...',¹⁴ Derrière l'utilisation modifiée des principes politiques établis par les colonisateurs, s'ébauche l'étroitesse entre esprit politique moderne et façon de penser traditionnelle.

Alors que l'organisation politique du Maroc sous le Protectorat se s'établit surtout sur des dahirs qui ralentissent l'intégration juridique des communautés française et marocaine, elle suit à la veille de l'indépendance le modèle d'aménagement quantitatif à mesure que les Marocains sortent de leur rôle domestique. Il y a là la mise en oeuvre des recommandations rassemblées dans le *Plan* à travers l'intermédiaire

de représentants politiques dont les points de vue sont moins conformes aux directives émanant de la Résidence. L'étendue de l'opposition dans l'infrastructure, qui varie pendant la période en discussion, détermine l'allure à laquelle le retour à une manifestation exhaustive s'accomplit. En général, le renforcement de la volonté populaire dans la machine étatique reste suffisant pour reporter jusqu'au milieu des années 60 la prédominance d'une politique de surveillance. D'ailleurs cette politique se heurte à une reprise successive de forces de la parole révolutionnaire, affrontement d'autant plus vif que celle-ci a été formée et continuellement mûrie par une période prolongée de réflexion et d'observation encouragée par les groupes nationalistes.

Le mouvement nationaliste prend la forme d'un soulèvement général plutôt que d'une révolution proprement dite étant donné que vers la fin du Protectorat un réaménagement de la politique indigène fait l'objet d'une série d'études administratives. Par exemple à Casablanca la répartition de la ville en arrondissements administratifs composés d'assemblées élues pour les colonisateurs et une partie des habitants musulmans vise à mettre en avant les représentants du peuple aux dépens des contrôleurs civils ou militaires. Même s'il y a lieu de croire qu'il s'agit là d'un déguisement de la surveillance en place ou également comme le soutiennent certains nationalistes d'une expression de confiance complaisante en l'efficacité de cette structure de résister à toute tentative de représentation, il faut reconnaître que c'est à partir de telles pratiques approximatives que devait se poursuivre l'extension des droits politico-syndicaux au reste de la population marocaine. L'application des techniques apprises à l'Ecole Marocaine d'Administration établie en 1944 mène à la reprise de tendances déjà bien repérables dans l'ensemble des mouvements arabes contestataires d'alors où, comme le dit Berque, la réforme en se poursuivant à tâtons, reste souvent à la fois loin de ses buts et mal définie. 'Que le grandissement des formes politiques dénature (les formes d'action conscientes) que toute modernisation doive se soucier

de garder un contact de plus en plus difficile avec les masses, que l'efficacité doive compter avec la fidélité, cela pose-un problème qu'ils ne peuvent résoudre que par une maturation continue ou des rajustements périodiques.¹⁵

Etrangères dans leur majorité à l'évolution politique ébauchée immédiatement avant l'indépendance, les populations néo-citadines sont assez lentes à modifier les buts du mouvement nationaliste qui, comme dans la plupart des pays arabes est d'inspiration bourgeoise. On s'apercevra que le désaccord entre la majorité de la population et les premiers dirigeants explique le futur éloignement du parti de l'Istiqlal à l'égard de la politique d'encadrement des ouvriers dans les divers syndicats. Néanmoins dans la mesure où certains éléments de cette bourgeoisie sont au départ étroitement liés au parti communiste français dont la succursale marocaine siège à Casablanca, et se montrent influencés par la politique anti-colonialiste d'hommes politiques comme Jaurès et constituent la raison d'être de revues comme *Le Maghreb* qui condamnent toute intervention française au Maroc, on peut dire que le programme national ne présente au départ que très peu d'ambiguïté.

Le parti de l'Istiqlal en se rendant compte que son audience ne comprend ni le monde rural ni le prolétariat citadin, deux blocs dont dépend toute capacité pour influencer le cours politique du pays, ne nie pas la nécessité de s'adresser à ces blocs d'autant plus que le corps électoral marocain s'est passé de 8000 à 220000 électeurs. Dès les années 50 le parti de l'Istiqlal fait des démarches pour obtenir leur sympathie sinon leur soutien direct. A partir de Casablanca, en se mettant en contact avec les habitants urbains qui font encore la navette entre la ville et la campagne tels les Soussi et les Fasi, issus de familles commerçantes qui dans l'ensemble ont gardé des contacts avec leurs tribus d'origine réparties le long des axes commerciaux atteignant le cœur de la siba, les dirigeants de l'Istiqlal semblent

voués à construire le parti le plus représentatif de la voix populaire. 'Casablanca que l'exode rural avait peuplé d'hommes de toutes les tribus de la montagne leur renvoyait leurs propres fils, apprivoisés de la bonne parole et aptes à la diffuser dans le langage même de la tribu.'¹⁶ Etant donné que ces liaisons avec la campagne sont très lentes à se consolider, c'est dans les villes que l'Istiqlal espère construire sa base de pouvoir. Avant que le syndicalisme intéresse la plupart des ouvriers il est incontestable que l'évolution politique marocaine s'inscrit dans le cadre de la domination de plusieurs groupes urbains rattachés à l'Istiqlal. On se rappelle que le mouvement syndical, après une courte flambée dans les années 40 symbolisée par la tentative d'implantation de l'U.G.S.C.M. (émanation marocaine de la C.G.T.) perd son audience au profit des dirigeants du parti de l'Istiqlal.

Le syndicalisme devient une force concurrente et représentative à partir du moment où il s'enracine parmi les ouvriers de l'indépendance moderne (l'artisanat ayant constitué sa base jusqu'à l'indépendance). L'effet principal de cette extension c'est l'effacement de la connotation européenne rattachée au mouvement syndical du Maroc, celui-ci ayant été dominé en particulier par les travailleurs immigrés venus de France, d'Italie et d'Espagne anxieux de maintenir leurs droits sociaux dans un environnement étranger. Cette domination n'est guère éphémère. Le Protectorat en promulguant la législation sur le syndicalisme en prévoit un dosage particulièrement dilué pour les Marocains, raison pour laquelle les masses hésitent beaucoup avant de donner leur appui aux syndicats. Néanmoins la persistance de l'incapacité de certains éléments du parti de l'Istiqlal de faire preuve d'une compréhension dans les faits de la condition ouvrière fait que le rôle du syndicat après le départ d'une large tranche de la population française ne se retrouve pas seulement maintenu mais renouvelé et se rattache dès lors à la reprise

de confiance sociale.

L'étincelle de l'entrée du Maroc en période d'essor syndical provient de l'impatience des masses devant le sultan Muhammed ben Youssef qui, bien qu'il se soit prononcé pour un syndicalisme national, est en réalité sujet au parti de l'Istiqlal dont les membres, rongés d'inquiétude devant l'affaiblissement de leur prise politique, ne prévoient cependant qu'un syndicalisme réduit. L'impassibilité du sultan devant l'assassinat du dirigeant syndical marocain Ferhat Hached est le témoignage le plus évident de la persistance d'une indifférence envers l'intérêt national redevenu aux yeux du pouvoir largement 'marginal'. Le vieux Maroc, ayant déjà souligné le fait que la participation croissante de la population aux nouvelles structures économiques appelle une gestion populaire, s'attend à ce que le sultan rejette le rôle colonisateur. Les premiers affrontements sanglants qui se poursuivent au long des années 50 entre des militaires et le peuple à Casablanca marquent l'enfantement de la parole révolutionnaire. Les arrestations des syndicalistes et l'interdiction de journaux nationaux convainquent même le parti de l'Istiqlal de la mauvaise foi du sultan. Ce sultan qui ne réussit pas à contrôler les représailles militaires contre les appels à l'unité ~~issus du~~ milieu ouvrier casablancais pour mettre fin aux tergiversations des colonisateurs sur la nécessité d'étendre la représentation syndicale à la population entière, se met du côté de l'oppression mais perd aussi tout pouvoir à tel point qu'en

1953 les colonisateurs français peuvent arranger sa 'démission'. Il est indéniable que les masses sont unifiées par la conscience de la faiblesse du dirigeant devant les étrangers mais leur solidarité est dès lors centrée sur la recherche d'une modification de leur propre passivité et impuissance devant l'édifice économique français.

Après l'accession à l'indépendance le mouvement nationaliste se met à durcir sa position sur les deux fronts, politique et syndical car le parti de l'Istiqlal continue à interdire les syndicats, politique reprise

par les premiers gouvernements après l'indépendance. C'est une politique qui ne reflète pas la croyance de plus en plus admise selon laquelle la fusion du syndical avec le politique constitue le principal moyen d'assurer une manifestation moins lacunaire de la volonté populaire.

Si, jusqu'à l'indépendance, la lutte syndicale se rattache à la politique istiglalienne, (les deux éléments étant unis par leur appui de la restauration du sultan Mohammed V) la prétendue conquête de la vie syndicale par le parti (U.G.S.C.M. s'étant rangée du côté de celui-ci) est démentie par le rassemblement de la majorité de la classe ouvrière derrière l'U.M.T., syndicat qui, bien que dénoncé comme anti-nationaliste, compte déjà en 1956 560.000 membres répartis souvent clandestinement en plusieurs centrales individuelles.

D'ailleurs ce qui montre le clivage entre l'optique istiglalienne et celle de ce mouvement ouvrier c'est que les rapports entre le ministre du travail des premiers gouvernements et l'U.M.T. laissent à désirer; celle-ci critique surtout le laxisme du gouvernement envers le maintien de l'emprise des Français restés au Maroc. Ce qui établit sans ambiguïté aucune le peu de fondement des prétentions nationales du parti de l'Istiqlal c'est non seulement son mépris pour l'U.M.T. mais la persistance d'un clivage à l'intérieur du parti dont est issu l'U.N.F.P. (l'Union Nationale des Forces Populaires) qui se conçoit comme l'aile proprement politique de l'U.M.T. L'organisation istiglalienne sous la direction d'Allal al Fassi exclut toute possibilité de rapprochement entre celle-là et le mouvement syndical.

La coopération entre l'U.M.T. et l'U.N.F.P. montre le ralliement d'un nombre de plus en plus important de gens à une conception marxiste de l'état. Comme le précise Laroui il s'agit de faire ressortir, à travers l'analyse marxiste, les données de la prise de conscience déjà acquise.¹⁷ Selon cette approche la révolte du peuple contre le pillage de leur pays par le commerce illégal de la classe moyenne qui date du XIX^e siècle, entre bien dans le cadre de l'analyse marxiste qui rend l'influence de l'économie monétaire occidentale responsable des mouve-

ments de libération. Remarquons que la position d'un Allal al Fassi qui voit l'aliénation du peuple de ses traditions et la perte de liberté du Maroc en face de la France dans la construction de villes comme Casablanca, est en bien des points d'accord avec cette optique. Ceci revient à dire que le mouvement national populaire garde et développe certaines des prémisses du raisonnement anti-colonialiste istiqlalien. La représentation de la reprise et de l'extension de celles-ci est relevable dans les propos suivants de Laâbi. Il écrit que l'ingérance coloniale amène 'un traumatisme plus violent, une désorganisation plus poussée de nos cultures, une aliénation plus approfondie de nos intellectuels et de nos cadres, mais en même temps et à posteriori, une connaissance plus clinique du phénomène colonial et néo-colonial, de ses fondements racistes et ethno-centristes, de ses rouages institutionnels et sociaux, une vigilance plus accrue vis-à-vis des variations de sa stratégie et de ses slogans comme de ses appels à l'humanisme et à l'universalité.'¹⁸

Malgré la plus grande efficacité de la lutte populaire acquise à travers l'union politico-syndicale, celle-ci met d'autant plus de temps à mûrir que l'aile politique agit dans un contexte de contrainte accrue. '...L'U.N.F.P. ... voyait ses journaux suspendus et son activité surveillée et entravée par la police.'¹⁹ Dans ces circonstances il s'agit de répartir la représentation du mouvement national populaire en prévoyant les rapports variables que l'U.M.T. et l'U.N.F.P. entretiennent avec les gouvernements successifs monarchiques. L'action de ces deux groupes est pourtant facilitée par la fondation de centres annexes d'animation culturelle tel la Jeunesse Ouvrière Marocaine établie en 1957 et dont le but est surtout de rassembler la population formée dans l'enseignement derrière des programmes culturels conçus dans le sens de la création réaliste issue du syndicalisme européen. L'Union Progressive des Femmes Marocaines rend compte des revendications de la population féminine sortant en plus grand nombre des lycées techniques et s'attendant

à pouvoir poursuivre son intégration à la vie urbaine. Le gouvernement de son côté essaie de concurrencer cette orientation de la population à travers son propre organe syndical l'U.G.T.M., mais ce n'est que pour pallier à la baisse de sa prise politique.

Faute de pouvoir s'exprimer plus ouvertement, le mouvement syndical marocain encourage l'extension de l'enseignement aux milieux ouvriers, ce qui vaut par la suite aux représentants syndicaux une place de premier plan dans tous les échelons supérieurs de l'administration et de l'industrie. L'U.M.T., pour hâter ce processus, va jusqu'à établir deux écoles de cadres dont l'instruction est spécifiquement professionnelle et s'inspire des méthodes de formation administrative française. En même temps l'U.M.T. essaie de ne pas perdre de vue comme le fait le parti de l'Istiqlal le besoin de subordonner l'institution à l'énonciation des traditions de la classe d'immigrés ouvriers dans le contexte urbain de façon à ce que leur dignité tribale ne soit pas offensée par les nouvelles institutions. C'est ainsi que le syndicat devient en quelque sorte le lieu de discussion, l'endroit où l'observation se fait parole échangée parmi les mandataires du peuple.

Le syndicat devient un centre d'animation, comme le marché et la mosquée, de la vie linguistico-culturelle. Sans de renforcement à l'intérieur du monde syndical, d'habitudes traditionnelles comme la sociabilité née au milieu du clan ou de la confrérie villageoise il est fort probable que le syndicalisme n'aurait pas pu étendre la reconnaissance de l'ouvrier marocain acquise par les premiers partis politiques. Le syndicat atténue le caractère individualiste des mécanismes contractuels occidentaux; il permet aux citoyens de maintenir leur indulgence généralisée pour l'idéalisme collectif en entrant au coeur des problèmes de la vie quotidienne à travers le renforcement de la nature charismatique d'un pouvoir centralisé et fraternel qui caractérise l'organisation politique traditionnelle. Dans la mesure où les dirigeants sont instruits il peut y avoir un 'despotisme éclairé'²⁰ qui sert d'étape

intermédiaire à la prise de parole par le peuple lui-même dans le domaine politique. Cet acheminement vers la sujétion du pouvoir aux conceptions politiques musulmanes populaires a permis comme le note Brown que 'the state is viewed as the legitimate and proper institution (for the) political expression of the total society. Even where there is appreciable opposition to existing government as is the case in both Morocco and Algeria, there is no important opposition to this idea of the expanded one might almost say total role of the state.'²¹

La prise des leviers de commande de l'évolution de la parole révolutionnaire se transforme en processus proprement étatique dès que le syndicat établit un programme politique qui consiste à amoindrir l'accès de la bourgeoisie marocaine aux rouages économiques, ce qui porte atteinte à des intérêts de colons qui se trouvent obligés à reconnaître les droits des travailleurs marocains, (sécurité sociale, congé payé) condition d'ailleurs à laquelle l'employeur aurait dû se soumettre en France. Ceci n'empêche pas, comme on le verra, que l'accroissement de l'immigration rurale et l'extension du chômage entament la force de frappe des revendications syndicales et les capitalistes profitent de l'impuissance provisoire de la classe ouvrière encore loin d'être à même de lire et de comprendre toute la législation sociale.

Pour combler à ces lacunes et pour renforcer la nature agissante et protectrice de leur politique toute une série de dahirs sont introduits sous l'initiative de l'U.N.F.P. concernant la réforme juridique du pays. Si cette législation ne fait que modifier le texte du dahir de 1958 relatif à l'établissement d'une commission d'étude chargée de réviser totalement la législation héritée du Protectorat, il n'en reste pas moins que l'U.N.F.P. précise ainsi son appui du nouvel ordre étatique alors que le parti de l'Istiqlal paraît être amené à contre-coeur à se rendre plus accessible au peuple. L'Istiqlal réussit jusqu'ici à interrompre le déroulement du

programme syndical et par là l'acquisition de l'écoute du peuple par l'U.N.F.P. en soutenant que toute transformation reste une fonction de la capacité économique, critique d'autant plus injuste que les syndicats reconnaissent le besoin de contrôler l'exécution des réformes selon l'état général de l'économie.

S'il y a des signes de conflit entre les préoccupations sociales et économiques à l'intérieur du mouvement syndical, c'est largement à cause du fait que sa politique de réforme, tout en étant plus efficace et représentative par rapport à celle des partis dits nationalistes, est encore loin de pouvoir atteindre la masse de sans-emploi dans les centres urbains. La réussite de la politique syndicale n'aide que très peu la situation de ceux qui n'ont pas encore de prise sur le marché et force est de constater que c'est à l'incapacité de l'U.M.T. de remédier au clivage entre les travailleurs et le sous-prolétariat éparpillé dans de nombreux bidonvilles que se rapporte la persistance sur l'horizon politique de plusieurs manifestations de violence. A partir du moment où l'extension du mouvement syndical ne s'accompagne pas de réformes sociales, on peut parler d'une reprise de la surveillance étatique.

Le regard du peuple se heurte à un environnement qui lui est de plus en plus étranger. Adam l'exprime ainsi: 'Le signe [le] nourrit d'espoir mais l'homme se nourrit aussi de pain. Il arrive un jour où l'espoir indéfiniment ajourné prend dans la bouche un goût de fiel. Et ceux qui n'ont rien à perdre sont capables de terribles violences. La sordide et tragique réalité... crevait les toiles d'un décor où le syndicalisme avait fourni sa part de trompe-l'oeil.'²²

La frustration du sous-prolétariat, en venant ainsi au premier plan, met à l'épreuve toute l'expérience parlementaire du pays. Bien que celle-ci soit limitée c'est-à-dire incapable d'amener une représentation nettement

exhaustive des intérêts des masses il faut reconnaître que son échec est reporté grâce à l'action de l'U.N.F.P. dont se dessine la prépondérance surtout au niveau de la vie municipale urbaine où l'efficacité de ce parti est d'autant plus directe qu'il est bien implanté dans toutes les grandes villes.

Bien que la politique de réforme mise sur pied recèle de nombreuses contradictions à cette époque, l'opposition de l'U.N.F.P. au référendum constitutionnel de 1962 est la preuve du dynamisme de sa politique. L'opposition de l'U.N.F.P. sur la vie politique urbaine l'encourage à faire obstacle aux demandes faites à travers de hauts fonctionnaires pour obtenir la ratification par le peuple de la constitution proposée par Muhammed V.

Cette constitution n'offre qu'une liberté trompeuse dans la mesure où elle permet la limitation du pouvoir des partis politiques dont les membres peuvent à tout moment être accusés d'atteinte à la sûreté de l'état. De plus, la population est d'autant plus malléable que l'ensemble du pays est soit encore en voie de s'établir dans le contexte urbain et de comprendre l'organisation politique qui en fournit la meilleure représentation soit confronté à divers problèmes d'adaptation à cause du ralentissement du programme de réforme (accès réduit à l'enseignement, obligation de travailler après la complétion des études primaires) et donc susceptible de non seulement s'accrocher à l'autorité du sultan mais de l'appuyer vivement. Cette hésitation devant la modification des valeurs traditionnelles due à l'augmentation de l'immigration vers la ville et la perte de confiance qui lui est consécutive devaient persister pendant de nombreuses années avant qu'une acquisition de la voix populaire aux mécanismes étatiques se rétablisse dans le contexte de la liberté retrouvée des partis politiques: 'To the extent that the development of an advanced political system requires the ability to use institutional forms of influence the new country may have even lost ground. Not only were the officials of specific concrete institutions less effective, but

the people's confidence in the efficacy of such institutions may have deteriorated.²³

Contenue à partir de ce moment de perte de confiance et d'accentuation de la surveillance, l'U.N.F.P. a beau lutter avec autant d'efficacité qu'au début des années 60.. Elle doit encore attendre avant de se retrouver au centre d'un ralliement populaire suffisamment large pour lui permettre de combattre les soupçons de certaines tranches de la siba encore mystifiées par le sultan ou du moins encore séduites par l'illusion qu'il se préoccupe de la misère des populations rurales. Cette tendance est tardive bien que déjà prévisible dans certaines circonscriptions urbaines lors des élections de 1963.

La population, revenant sur ses pas, appuie nettement l'U.N.F.P. qui se heurte par la suite et vigoureusement au sultan d'autant plus que le parti de l'Istiqlal n'arrive à vaincre dans aucun des centres urbains et n'obtient que très peu de suffrages dans des régions agricoles. Cet appui rural de la politique de l'U.N.F.P., aussi indirect qu'il soit dans cette conjoncture, souligne le manque de justesse de l'idée d'affrontement entre la siba et la ville.

On constate toujours autant d'unité de pensée, sinon toujours de langue, (la campagne étant pour la plupart de coutume berbère) entre la ville et une grande partie de la campagne qui n'attendent plus que l'administration l'institutionnalise pour lui donner la forme d'un rapprochement statutaire. Les soubresauts qui ont affecté dans les premières années de l'indépendance, certaines régions montagneuses où la dissidence était de tradition, ne procédaient pas d'une volonté de sécession, mais tout au contraire d'un désir de participation totale et, ... égalitaire, à la vie politique nationale.²⁴ En fait, ce sont souvent de tels liens entre les tribus des régions montagneuses, qui sous-tendront l'état de manifestation exhaustive pendant les années difficiles. C'est la lenteur de la modification du mode de vie des tribus comme

celles des Soussi éparpillées entre siba et ville et capables de faire face à des bouleversements typiques de la vie urbaine qui explique en partie cette assimilation qui se reflète, comme le signale Waterbury,²⁵ dans les fluctuations de la politique de l'U.N.F.P. à l'égard des tribus. Peu à peu l'U.N.F.P. arrive à identifier plusieurs étapes de conscientisation selon qu'il s'agit d'ouvriers convaincus que le meilleur moyen de maintenir leurs liens avec la vie traditionnelle est d'assurer leur liberté d'action économique par des augmentations salariales et des concessions associées à la politique de l'U.N.F.P. ou d'habitants ruraux récemment initiés dans leur lieu de résidence traditionnel aux moyens de résistance aux pressions de l'administration monarchique.

La déroute du parti monarchique istiqlalien se doit à la persistance, dans le contexte de l'affermissement de l'U.N.F.P., des charismes outrés des dirigeants de formation traditionnelle. Même si l'espoir offert à la classe ouvrière par l'U.N.F.P. semble parfois contredit par l'inquiétude de la classe rurale devenue en grande partie sous-prolétarienne, les monarchistes ne font qu'aliéner davantage le peuple en développant l'idée moralisatrice que la désislamisation de la société suivra inmanquablement l'industrialisation. Le programme de réforme de l'U.N.F.P. est ainsi remis en question et, bien que ratifié aux élections qui donnent l'occasion de s'exprimer, de se manifester, à des hommes qui depuis longtemps en étaient privés,²⁶ est supprimé par décision du roi qui déclare un état d'exception le 7 juin 1965 et suspend le parlement.

La parole de lutte, qui s'était élevée au-dessus de nombreux mots d'ordre émis de l'état traditionnel, s'éteint paradoxalement au moment où le peuple se sent à même de contrôler les réformes que ses représentants mettent en oeuvre et le laisse encore muet devant une surveillance implacable avant de se faire entendre à nouveau et avec plus de force.

La reprise d'une manifestation lacunaire s'accentue - 1966-1971.

On a vu que depuis la veille de l'indépendance l'évolution de l'enseignement et des institutions politico-syndicales au Maroc se caractérise par le rapprochement entre systèmes d'expression française et arabe. L'utilisation de ce double système vise à favoriser la lutte du peuple contre le régime chérifien, et à greffer la parole de la conscience révolutionnaire sur les institutions du pays. Cependant, la diffusion de la parole révolutionnaire ne s'accompagne pas d'un allègement constant de la surveillance, son affaiblissement éventuel n'impliquant en effet que le maintien de l'état lacunaire de la manifestation des systèmes d'expression, semantisé dans les textes examinés surtout à travers ce que l'on a appelé la deuxième articulation de l'axe du regard.

L'objet de cette partie de notre étude sera de mettre en lumière les principaux éléments de la vie institutionnelle qui s'opposent à l'élan révolutionnaire. On verra que le nouveau nationalisme indépendantiste, bien qu'étape nécessaire de l'affranchissement du prolétariat indigène, cesse de répondre aux besoins de l'ensemble du peuple en devenant l'agent de divisions sociales chez celui-ci autrefois muni d'un système d'organisation politique où chacun, qu'il s'agisse du marchand, du bourgeois, de l'habitant de la ville ou de la campagne, entretenait avec son voisin de bons rapports. Dans cette société, chacun avait sa place dans la cité traditionnelle et les mendiants eux-mêmes bénéficiaient d'une sorte de considération de caractère religieux... La 'lutte des classes' était inconnue dans une telle société. Chacun se considérait comme occupant la place que Dieu lui avait destinée.²⁷ Toutes les formes de conflit traditionnel, on s'en apercevra, ne sont rien auprès de l'ébranlement social consécutif à l'immigration urbaine.

Pour voir en quoi consiste l'emprise de la politique de surveillance, il faut comprendre non seulement que les mécanismes français ont été modifiés puis, une fois modifiés, diffusés trop lentement pour qu'il n'y ait pas de

coupure entre ceux qui y sont assimilés et ceux qui sont toujours en voie de l'être et pour que ce dernier groupe ne constitue pas la majorité de la population. L'influence politique inégale des deux groupes correspond à deux sortes d'appartenance aux mécanismes d'état : il y a un abîme entre l'ensemble du peuple sans pouvoir réel et une minorité d'affranchis (ouvriers et libéraux) parce que, d'autre part, le peuple se laisse leurrer par les apparences de représentativité que lui assure l'arabisation, l'heval de bataille de la famille royale. Le sultan, du fait qu'il est encore excessivement associé aux courants de lutte populaire comme défenseur des traditions islamiques (par exemple lors du référendum constitutionnel) en profite pour ralentir la modification apportée à la structure coloniale en faveur d'un système particulier de contrôle. Ce contrôle ne sert qu'à dissimuler la contradiction de l'idéologie royale : défendre une minorité politique largement francisée et en même temps prétendre que les rouages administratifs, syndico-politiques et scolaires, ne sont ni représentatifs ni islamiques parce que coupés de l'ensemble du pays. De cette contradiction est née l'alternance entre la complaisance et les revendications sacrées de l'état. Messouak précise que 'les intérêts de cette classe sociale (dirigeante-bourgeoise) oscillent en permanence entre les masses populaires et les monopoles'.²⁸ Le caractère absolu et paternaliste du pouvoir représenté dans les trames rattachées au signifiant 'citadelle' dans le texte *Histoire des sept crucifiés de l'espoir* traduisent la persistance d'une surveillance, encore très pesante de nos jours.

Des deux termes de la contradiction, qui sous-tend la surveillance et la défense de la minorité institutionnelle francisée et diffusion de l'idée du caractère non-islamique de l'usage du système français, c'est celui-ci qui est le premier à être remis en cause. Le peuple voit d'un bon oeil non seulement la présence dans la machine étatique de certains éléments (l'U.M.T. et l'U.N.F.P.) qui tentent d'être compatibles avec les systèmes islamiques

mais commence à entrevoir que la tendance de certains fonctionnaires à vouloir remettre à l'honneur l'autorité du maghzen minoritaire empêche la réalisation de ce projet. Bien que le peuple s'en rende compte, il n'en reste pas moins que la minorité royaliste refuse de reconnaître son mécontentement. C'est pourquoi l'application des réformes prônées par l'U.N.F.P. prend, dans le cadre de la suspension du parlement, un air d'irréalité. Voyons de plus près comment on a pu réduire au silence le pays avant qu'il reprenne confiance.

Le double aspect du programme du sultan (renforcement de la minorité française/'protection' des masses d'une anti-islamisation) débouche sur la création d'une classe à laquelle l'on nie l'accès à la maîtrise de la pensée et l'usage des techniques politiques françaises. Le pouvoir soutient comme le fait le juge Hassan D dans *Histoire des sept crucifiés de l'espoir* que la naïveté du peuple implique l'incapacité de celui-ci à s'administrer. Tous les postes supérieurs restent aux mains de 'gens graves', expérimentés qui prétendent que c'est à l'extension de l'instruction politique et scolaire qu'est due la multiplication d'affaires urgentes qui menacent la sûreté de l'état. L'instruction devient problématique surtout parce qu'elle s'accompagne de la revendication du droit au travail

La classe d'exclus rendue provisoirement muette par le taux d'analphabétisme et son manque d'expérience syndicale est convaincue que l'espoir de voir sa misère s'atténuer grâce à l'action de ses représentants (dont elle est l'observateur) est de plus en plus illusoire. Le taux de chômage s'accroît; la législation concernant le salaire minimum n'est pas appliquée et les deux tiers environ de la population urbaine sont obligés de mener une vie précaire. Le fossé entre la minorité assimilée aux usages français et cette majorité sous-prolétarienne est indiqué par l'abandon du projet de 'nationalisation' des moyens de production réclamé avant le rétablissement du sultan au pouvoir, en faveur de celui de la

la 'maroconisation' des mécanismes étatiques. On s'aperçoit que pour préserver des intérêts de certains membres de la minorité enfermés dans leur politique paternaliste, la vieille distinction entre populations du maghzen et celles de la siba est conservée quoiqu'avec de légères modifications dans le cadre moderne d'une opposition entre des consciences de classe sociales. De plus, une certaine ambiguïté quant aux revendications du mouvement syndico-politique tient à l'importance qu'il commence à accorder aux avantages sociaux (sécurité sociale, primes de rendement) dont l'obtention a tendance à démobiliser les éléments dits 'révolutionnaires' de la classe dirigeante qui évitent de dépasser les bornes de la bienséance politique c'est-à-dire d'adopter une politique d'opposition intransigeante envers le régime. De là, comme on verra dans la section suivante, que le maintien de l'influence politique de la classe ouvrière au Maroc indépendant prend deux formes différentes : l'aile conservatrice rassemblée par l'U.M.T. reste relativement attachée, malgré certaines réserves, à la politique du gouvernement alors que l'U.N.F.P. s'en dissocie progressivement et devient le fer de lance de la reprise de la parole révolutionnaire.

La prétendue représentativité du sultan est, dans ce contexte, d'autant plus lentement entamée qu'il ne désavoue que sporadiquement les décisions gouvernementales. Il s'en suit que la classe dirigeante n'éprouve pas le besoin d'adopter, dans l'immédiat, (après 1965) une politique de repression ouverte. Ceci, en s'ajoutant à l'imprécision de l'énergie révolutionnaire dans la classe ouvrière à cette époque, perpétue le rôle paternaliste du pouvoir qui se veut indirect. Le sultan, qui s'appuie, depuis la guerre, sur de grandes familles nouveau-riches, peut donc se permettre de fermer ses yeux sur les abus de ses fonctionnaires. Ceux-ci profitent par exemple de la vente du matériel racheté aux anciens établissements militaires français. Ils surveillent les activités des commerçants tels les épiciers des tribus soussi qui appuient l'U.N.F.P. alors que les marchands qui sont

du côté du parti de l'Istiqlal restent libres de dominer le marché. Détenteurs de la richesse économique, ils savaient depuis la veille de l'indépendance que 'les plus gros profits étaient dus, dans un système dirigiste, aux rapports avec la direction.'²⁹ Les terrains repris aux anciens colonisateurs sont vendus aux ouvriers à des prix exorbitants pour permettre aux fonctionnaires de se construire des villas élégantes. La bourgeoisie ne veut pas du tout se risquer dans une aventure qui ne lui rapporte rien en prestige ou en argent. C'est par de telles pratiques que le pouvoir transforme le marchand, très respecté dans la société traditionnelle musulmane, en entrepreneur capitaliste avide d'investissement à court terme et à haut rendement. Notons que d'abord la transformation se heurte à l'opposition de la classe marchande elle-même, celle-ci préférant s'enfermer dans une politique d'épargne non investie. Cette pratique, bien qu'elle prolonge les vieilles traditions de sécurité financière, ne peut pas empêcher leur disparition due au maintien de limitations apportées à l'accession du reste du pays à l'indépendance économique.

Si l'accroissement de l'opposition ouverte de la siba au régime marque le début d'une phase moins paternaliste, (son rôle est, à partir de 1965, prépondérant dans la fomentation d'émeutes de plus en plus fréquentes à la suite de l'arrestation de jeunes opposants parvenus à maturité politique) le pouvoir, grâce à l'asservissement de la minorité économique et politique, peut se permettre d'amorcer un programme de pacification des masses qualifiée d'affaire urgente et grave,³⁰ sous le prétexte de rapprocher le peuple des principes et de la croyance islamiques. C'est ainsi que Le sultan cherche à aveugler la population sur l'écart qui existe entre les niveaux de vie de la bourgeoisie et du sous-prolétariat. Il insiste sur le progrès de la scolarisation et invoque à son appui le mythe de l'industrialisation 'marocaine' par opposition à celle qui dépend d'investissements étrangers. On est conseillé d'écouter sagement l'administration qui reflète

les 'humbles désirs' du petit peuple. A la réclamation des ouvriers selon laquelle l'obtention du baccalauréat par les administrateurs, les banquiers et les contremaîtres fasse figure d'un investissement à haute rentabilité alors que les diplômes d'apprentissage ne conduisent malgré l'engouement de la bourgeoisie pour le monde technique, qu'à un accès limité aux échelons supérieurs, les autorités ripostent que ces procédés laissent au peuple le temps de maintenir sinon de retrouver ses traditions. Cela se peut bien mais la vie quotidienne du simple paysan est trop souvent limitée à la course contre la misère pour que l'on puisse parler d'accomodement avec la vie traditionnelle. Son logement, son salaire restent inférieurs à ceux du citadin moyen, ce qui fait qu'il est plutôt dominé par la mentalité du possédant propre à ceux qui occupent les grades de la hiérarchie ouvrière et bourgeoise. Les habitants sous-prolétariens sont censés se consoler de leur impuissance croissante par la possibilité d'envoyer leurs enfants à l'école mais dans les faits peu d'étudiants vont bien haut sur ce plan à cause de la nécessité où ils sont de trouver un emploi pour augmenter le revenu du foyer.

La tendance du sultan à soutenir que seule la bourgeoisie soit capable de se moderniser finit par se heurter non seulement à l'opposition du sous-prolétariat mais s'accompagne d'une certaine résistance de la classe dirigeante elle-même. On a relevé dans le texte *Histoire des sept crucifiés de l'espoir* le tracé d'un sentiment de malaise parmi les exécutants des mots d'ordre étatiques. Il est bien possible de dire que la minorité dirigeante dont l'obéissance est acquise au sultan, commence à s'amoindrir, est de plus en plus désunie, et dévient, à bien des égards, réfractaire au pouvoir. De même que le sous-prolétariat accède lentement au rang de la classe ouvrière moyenne, de même celle-ci, fait sentir sa voix de plus en plus à mesure qu'elle réussit à graver les marches de l'administration. Il en résulte que sa présence amoindrit plutôt qu'elle confirme la bonne

conscience de bon nombre d'administrateurs paternalistes. Si le sous-prolétariat reste trop peu confiant pour s'affirmer nettement dans le contexte institutionnel, certains fonctionnaires entrés dans l'administration et appartenant à l'U.N.F.P. font de plus en plus planer des doutes sur la justification de la politique monarchique. 'L'élite de ces classes moyennes accède à une classe supérieure, celle de la haute bureaucratie où elle se retrouve aux côtés des fils de la grande bourgeoisie et entre en concurrence avec celle-ci pour la direction des affaires du pays.'³¹ Dans le texte *Histoire des sept crucifiés de l'espoir* on se rappelle que cet aspect du maintien du pouvoir est véhiculé en partie par le signifiant 'pénible' utilisé à plusieurs reprises dans le tableau d'un Hassan D, haut-fonctionnaire complaisant et paternaliste mais aussi en proie au doute quant au bien-fondé de la politique dont il est l'exécutant.

Si de telles modifications dans l'opinion ne se répercutent que très lentement sur les structures bureaucratiques (car elles supposent une remise en cause générale de la politique selon laquelle les intérêts islamiques du peuple ne peuvent être servis que par la direction paternaliste et bourgeoise de l'état) il n'en reste pas moins que l'amertume qui caractérise les couches sous-prolétariennes produit des lézards dans l'édifice étatique. Cette désagrégation est évidente lors du coup d'état manqué de 1971. Waterbury précise que l'événement 'demonstrated the gradual collapse of a civilian military alliance or perhaps more accurately a clientele relationship that King Hassan had carefully constructed over the decade since he acceded to the throne upon the death of his father Mohammed V.'³²

Dans ce contexte de méfiance accrue pour le régime de la part de la siba en voie de devenir le sous-prolétariat du pays, l'influence du pouvoir dépend presque uniquement de sa capacité à forcer la minorité de serrer les rangs, politique qui s'accompagne d'abus administratifs d'autant plus nombreux que le corps croissant des fonctionnaires doit être constamment imprégné

de l'esprit des directives étatiques. On est tenu de 'remind any civilians of the folly of recalcitrance vis-à-vis the regime.'³³ C'est à partir de ce moment que la politique du sultan commence ainsi à devenir indéfendable même pour ses partisans les plus convaincus. En atteignant à un comble d'absolutisme, le régime du dirigeant Haïssan II déclenche une **motion de censure**. Déjà le parti de l'Istiqlal s'éloigne sensiblement du pouvoir ayant décidé l'année d'avant de ne pas participer aux élections prévues. Cette décision rassemble pour la première fois depuis l'éclatement du parti les membres de l'U.N.F.P. et ceux de la classe libérale.

Même si cette politique d'abstention a pour seul effet de laisser le champ libre au roi de placer ses ministres favoris là où ils peuvent l'appuyer le mieux, le peuple et certains fonctionnaires refusent d'être trompés par des apparences de démocratie. Le rapprochement entre les représentants istiqlaliens et les administrateurs mal à l'aise dans leur rôle d'exécutants de mots d'ordre 'pénibles' devient plus net lors d'une série de disputes concernant les doléances de plusieurs villages de la siba aux environs de Rabat et Casablanca contre la vente à de hauts fonctionnaires de terrain considéré comme partie intégrante du patrimoine islamique. 'It may have been events such as these that indicated even to the most privileged members of the elite that the system was under severe strain.'³⁴ Ajouté au dégoût de certains membres de la classe dirigeante devant les caprices de la machine étatique l'entrée en scène de fonctionnaires dont les sympathies politiques sont nettement populaires conduit à une tentative de renversement du gouvernement par sa propre administration. L'échec de la tentative n'est pas définitif car celle-ci représente le premier témoignage concret d'un changement d'esprit vis-à-vis de la manifestation de la volonté des administrateurs sinon du peuple lui-même.

L'exécution des dirigeants responsables du coup montre bien la contradiction interne à laquelle la politique de surveillance aboutit. On verra que le pouvoir devait atteindre plusieurs paroxysmes du même genre à mesure

que la résistance resurgit en dehors des coulisses de la machine administrative et militaire. Pour le moment le peuple reste immobile devant le déroulement de la crise. Il se rend compte qu'il ne servirait à rien de souligner une vérité trop bien connue, celle de l'inefficacité du régime qu'il sait d'ailleurs encore capable d'une revanche virulente. Dans l'esprit du peuple le coup d'état avorté laisse entrevoir la possibilité de planifier et de relancer la lutte puisqu'il conduit en fait à des réformes. Les propos suivants tirés du discours prononcé par le roi après le coup d'état préfigurent une manifestation plus exhaustive de la pensée traditionnelle et de la procédure moderniste de l'U.N.F.P. 'Unfortunately, ... we have seen that while the poor have not been enriched the rich have increased their fortunes. Thus the gap between the two categories has only widened. This situation is intolerable in a country like Morocco, blessed by God and of which the Koran is the real constitution. The Koran in fact teaches the practice of equality and equity. The next government must devote itself to establishing an equitable distribution of national incomes.'³⁵

Si la résistance des administrateurs s'émousse pendant les années suivantes, la lutte populaire ne fait que s'accentuer. Alors qu'après les émeutes de 1965 les dirigeants 'révolutionnaires' sont emprisonnés et le peuple ne parvient pas encore à se faire suffisamment représenté pour manifester sa volonté, (le parlement ayant été suspendu) à la suite du coup d'état en 1971, le roi n'ose plus contrarier directement la parole révolutionnaire et rouvre le parlement à tous les partis.

L'affermissement de la manifestation exhaustive jusqu'au début des années 70, on espère l'avoir montré, tout en étant évident dans l'enseignement et les structures syndico-politiques, reste insuffisant parce qu'il ne peut pas soutenir l'essor initial de la parole révolutionnaire lors de son intégration à la machine étatique à la veille et pendant les premières années de l'indépendance. La surveillance de l'état réussit à amoindrir la pugnacité

de la parole révolutionnaire en retardant l'extension des systèmes d'expression français au sous-prolétariat.

Toutefois, le peuple arrive, sans perdre de sa force devant cette politique, à rassembler son énergie et donne par là à l'évolution du pays, un aspect dialectique que nous avons exploré dans l'opposition des deux articulations de l'axe du regard.

Cette évolution donne lieu à l'intensification des revendications de réforme au cours des années 70. La conjonction de forces qui préside à ce développement est représentée dans le texte *Histoire des sept crucifiés de l'espoir* par des trames signifiantes organisées en un axe particulier, celui de la parole d'attaque dont on voudrait maintenant esquisser la nature avant de passer à l'analyse du plan événementiel auquel il renvoie.

Notes

1. Berque cité par Rosen, 'The Social and Conceptual Framework of Arab and Berber Relations in Central Morocco' in *Arabs and Berbers*, p. 173.
2. Adam, *Casablanca, Essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*, vol. 2, p. 459.
3. *ibid.*, p. 479.
4. cité par Zartman, *Problems of a New Power, Morocco*, p. 158-159.
5. *ibid.*, p. 194.
6. cité *ibid.*, p. 174.
7. *ibid.*, p. 171.
8. Viatte, *La Francophonie*, p. 134.
9. Laroui, *L'Idéologie arabe contemporaine*, p. 117.
10. Adam, *op.cit.*, vol. 2, p. 471.
11. *ibid.*, p. 529.
12. Laâbi, *Le Règne de barbarie*, p. 61.
13. *ibid.*, p. 23.
14. *ibid.*, pp. 30-31.
15. Berque, *Les Arabes d'hier à demain*, p. 232.
16. Adam, *op.cit.*, vol. 2, p. 541.
17. voir Laroui, *op.cit.*, p. 140.
18. Laâbi, *Le Règne de barbarie*, p. 101.
19. Adam, *op.cit.*, vol. 2, p. 562.
20. *ibid.*, p. 567.
21. Brown, 'Changing Cultures and New Loyalties in North Africa' in Lewis, *French Speaking Africa*, p. 97.
22. Adam, *op.cit.*, vol. 2, p. 572.
23. Ashford, *Political Change in Morocco*, p. 218.
24. Adam, *op.cit.*, vol. 2, p. 580.
25. voir Waterbury, 'The coup manqué' in *Arabs and Berbers*.
26. Adam, *op.cit.*, vol. 2, p. 583.
27. *ibid.*, vol. 2, p. 707.
28. cité *ibid.*, vol. 2, p. 728.
29. *ibid.*, vol. 2, p. 726.
30. Laâbi, *Histoire des sept crucifiés de l'espoir*, p. 15.
31. Adam, *op.cit.*, vol. 2, p. 732.
32. Waterbury in *Arabs and Berbers*, p. 397.
33. *ibid.*, p. 399.
34. *ibid.*, p. 400.
35. *ibid.*, p. 415.